

TÉMOIN

DU GÉNOCIDE

Succès et déboires de la lutte pour la justice

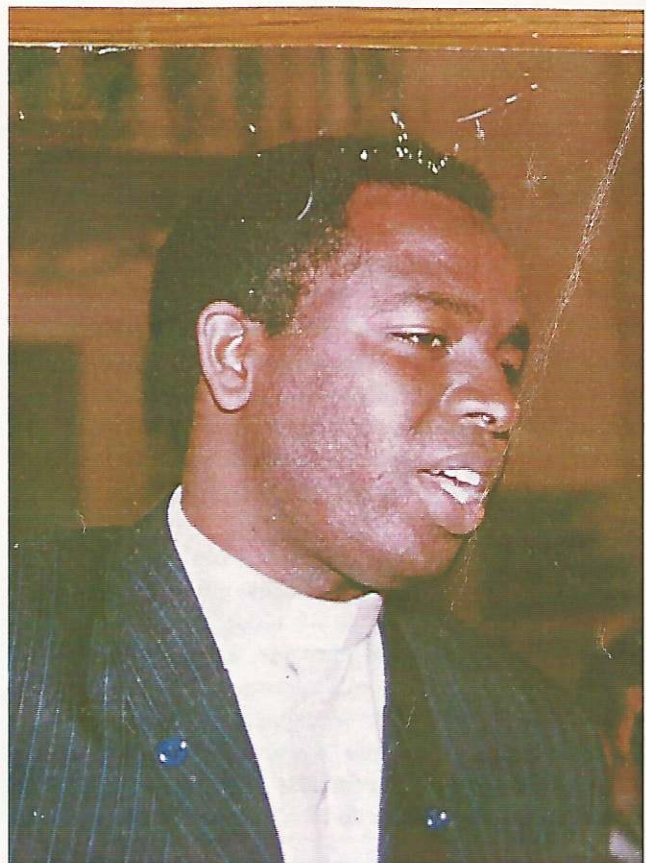
Le Père Wenceslas Munyeshyaka arrêté en France puis relâché

INTRODUCTION

Le cas du Père Wenceslas Munyeshyaka, prêtre catholique rwandais, fera date dans l'histoire. Le 28 juillet 1995, ce dernier a été le premier étranger arrêté en France pour crimes de guerre perpétrés en pays étranger. Il a été inculpé de "génocide, complicité de génocide, torture, mauvais traitements et actes inhumains et dégradants".

Il a été arrêté en vertu d'une loi du 30 décembre 1985, qui applique la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée à New York en 1984. Celle-ci permet la poursuite, l'arrestation et le jugement sur le sol français de personnes de nationalité française ou étrangère soupçonnées d'avoir commis de telles atrocités, à condition que ces personnes se trouvent en France au moment où les poursuites sont engagées.

suite page trois



Nouvelle publication d'African Rights

Co-directeurs : Rakiya Omaar and Alex de Waal

11 Marshalsea Rd
London SE1 1EP

Tél : 0171 717 1224
Fax : 0171 717 1240

**Qu'est-ce-que
Témoïn du génocide ?**

Aucune peine ne peut être à la hauteur du crime mais traduire les coupables en justice constitue un symbole nécessaire. Mon mot d'ordre est le suivant : il ne faut pas que les personnes ayant participé à l'Holocauste puissent mourir en paix. Ceci est une partie significative de la punition et mon travail est de lancer un avertissement aux assassins d'aujourd'hui et de demain - ils doivent savoir qu'ils ne pourront jamais vivre en paix s'ils commettent des atrocités, de l'ampleur de celles des nazis... Si, à l'avenir, les nazis potentiels voient que les nazis d'aujourd'hui n'ont pu mourir en paix, même s'il a fallu cinquante ans pour les retrouver, ils y réfléchiront peut-être à deux fois avant de devenir eux-mêmes des nazis ; et peut-être que si, par exemple, on a besoin à l'avenir de quelqu'un comme moi, il n'y aura pas qu'une mais plusieurs personnes - peut-être vingt, cinquante ou seulement cinq, peu importe - qui refuseront que soit imposée à la justice une limite temporelle. Je continue donc même si certaines des peines infligées sont pour moi comme une véritable claque dans la figure.

Simon Wiesenthal¹

Simon Wiesenthal a commencé à traquer les criminels de guerre nazis immédiatement après sa libération du camp de concentration de Mauthausen en 1945. Cinquante ans plus tard, lui et beaucoup d'autres continuent à s'atteler à la même tâche. Leur travail a non seulement permis de traduire en justice un certain nombre de criminels mais a aussi enlevé à des milliers d'autres le "droit de mourir en paix". Il a perpétué le souvenir de l'Holocauste et a aidé des personnes rescapées en 1945, ainsi que les générations suivantes du monde entier, à connaître la vérité et à entretenir la mémoire des disparus.

Ce document est la première édition d'une nouvelle publication d'African Rights qui concerne exclusivement le génocide au Rwanda. Nous espérons que *Témoïn du génocide*, en dénonçant les responsables du génocide, apportera sa modeste contribution aux efforts de l'Afrique pour assurer que ne soit imposée aucune "limite temporelle à la justice". *Témoïn du génocide* n'informe pas seulement sur le génocide de 1994 ainsi que sur ses

incidences aux niveaux humain, social et politique, mais suit aussi de près les efforts déployés au Rwanda et à l'étranger pour traduire en justice les responsables. Avant tout, nous souhaitons que cette nouvelle publication serve de tribune aux survivants du génocide et qu'elle constitue un pont supplémentaire entre eux et tous ceux que préoccupe ce génocide.

Rakiya Omaar
Londres, octobre 1995.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
HISTORIQUE.....	5
RÉSUMÉ DES ACCUSATIONS QUI PÉSENT SUR LE PÈRE WENCESLAS MUNYESHYAKA.....	5
LA CONSTITUTION DU DOSSIER DU PÈRE MUNYESHYAKA.....	6
LE TRAVAIL DE "L'AUMÔNIER DE LA MILICE" : COLLABORER AVEC LES ASSASSINS.....	6
ENTRAVE À L'ÉVACUATION DES RÉFUGIÉS.....	18
SÉVICES SEXUELS CONTRE DES RÉFUGIÉES.....	26
AFFICHER SA TENDANCE POLITIQUE : LA LETTRE AU PAPE.....	28
LA RÉPONSE DU PÈRE MUNYESHYAKA À SES ACCUSATEURS.....	29
L'ÉGLISE ET LES PÈRES BLANCS VOLENT AU SECOURS DE MUNYESHYAKA.....	33

¹ Traduction française non officielle d'une citation tirée de l'ouvrage d'Anton Gill, *The Journey Back From Hell: Conversations with Concentration Camp Survivors*, Harper Collins, Londres, 1994, p. 225.

suite de la page 1.

Pendant le génocide, Munyeshyaka avait la charge de l'église de la Sainte-Famille à Rugenge, dans le district de Kigali. Il a été évacué vers la France en septembre 1994 et a pris ses fonctions dans le village de Bourg-Saint-Andéol dans le département de l'Ardèche.

Il a été arrêté à Montélimar à sa descente du train en provenance de Paris où il était allé consulter les avocats choisis pour lui par l'Église, après qu'il avait été accusé publiquement d'avoir participé activement au génocide. Cette dénonciation publique a été lancée à la suite des poursuites judiciaires engagées contre Munyeshyaka à Paris et à Montpellier par des survivants du génocide vivant au Rwanda et des proches en France de réfugiés de l'église de la Sainte-Famille.

L'arrestation de Munyeshyaka a suscité un énorme espoir parmi les survivants du génocide et tous ceux qui sont préoccupés de promouvoir la justice au Rwanda, sur le continent africain et dans le monde entier. Sharon Courtoux de l'organisation Survie, qui a mené une campagne vigoureuse pour améliorer l'attitude française face au Rwanda, a écrit le 10 août à Jacques Toubon, ministre de la justice, peu avant la libération de Munyeshyaka.

D'avril à juillet 1994, un génocide prémédité et systématique a été perpétré au Rwanda, faisant sans doute plus de 500 000 victimes.

La communauté internationale a reconnu ce génocide ; le Conseil de sécurité des Nations Unies a créé un Tribunal pénal international pour en juger les coupables.

La nature des charges contenues dans le dossier de M. Wenceslas Munyeshyaka, dont l'affaire est en délibéré devant la chambre d'accusation de Nîmes, nous conduit à exprimer notre attente que la France prenne toutes ses responsabilités afin que la justice française et internationale s'exerce pleinement.

La justice est un préalable au retour de la paix au Rwanda. Elle seule peut rétablir dans leur dignité les survivants, pour qui la non-traduction en justice d'un présumé coupable

d'actes de génocide résidant sur notre territoire serait une cause supplémentaire de souffrance et d'amertume.

Mais il ne fallait pas se réjouir trop vite. Embarrassés par cette arrestation et craignant qu'elle ne motive une action décisive contre des dizaines d'autres prêtres et religieuses accusés des mêmes actes, des cercles influents au sein de la très puissante Église catholique au Rwanda, en France et en Belgique se sont mobilisés pour la libération de Munyeshyaka. Deux semaines plus tard, le 11 août, la cour d'appel de Nîmes a décidé la fin de la détention préventive de ce dernier à Privas et l'a placé sous contrôle judiciaire. Ainsi, chaque jour, Munyeshyaka doit se présenter au poste de police local, une mesure destinée à empêcher son départ de France.

Pierre Cazenave, avocat général du parquet de Nîmes, a affirmé qu'il était nécessaire de remettre Munyeshyaka en liberté en raison de la "fragilité" des témoignages retenus contre lui. Pourtant, comme le montre ce rapport, les preuves de la culpabilité de Munyeshyaka sont accablantes. Les témoignages recueillis par African Rights ne sont en fait qu'une partie des preuves qui attendent d'être retenues contre lui. Si les autorités françaises se montrent soucieuses de respecter les instruments juridiques internationaux auxquels elles sont parties, elles devront mener leur propre enquête. Les Gouvernements belge et suisse ont quant à eux envoyé au Rwanda des experts du domaine juridique afin qu'ils enquêtent sur les activités des personnes arrêtées dans leurs pays et accusées de complicité de génocide. A condition que le Gouvernement français en ait la volonté politique, rien ne l'empêche de suivre l'exemple de la Belgique et de la Suisse.

A Bourg-Saint-Andéol, de nombreux habitants se sont montrés solidaires de Munyeshyaka. Selon un journaliste qui s'est rendu sur place fin août, des "dizaines de jeunes catholiques organisaient pour lui chaque vendredi une veillée de prières". "Père Wenceslas, nous prions pour vous. Le Christ aussi a été maltraité et condamné" : voilà ce

qu'on peut lire, écrit à la main dans le livre de la paroisse.²

Alors qu'à Bourg-Saint-Andéol on fête la libération de Munyeshyaka, d'autres personnes s'indignent et se rappellent la passivité dont le Gouvernement français a fait preuve lorsqu'il s'est agi de poursuivre certains individus critiqués pour leur rôle politique dans l'organisation du génocide. C'est ainsi qu'il y a plus d'un an, Mme Agathe Habyarimana, ses deux frères, Séraphim Rwabukumba et Protais Zigiranyirazo, ainsi que Ferdinand Nahimana ont fui la France après que des poursuites judiciaires ont été engagées contre eux.³ Rappelant leur départ, Juristes sans Frontières, organisation basée à Montpellier, qui représente un certain nombre de plaignants dans l'affaire Munyeshyaka, a déclaré dans un communiqué :

[P]lusieurs planificateurs et responsables présumés du génocide rwandais réfugiés en France dans le courant de l'année 1994 ont quitté le pays sans avoir été inquiétés, alors même que leur présence avait été rendue publique et que des plaintes avaient été déposées en justice contre eux.

Juristes sans Frontières espère que cette situation ne se reproduira pas en l'espèce et que le processus judiciaire enclenché par le juge d'instruction ne sera pas affecté d'une manière ou d'une autre par cette libération.

Malgré cette libération, l'arrestation du Père Munyeshyaka ainsi que les charges retenues contre lui sont une des pierres angulaires de la campagne nationale et internationale contre le phénomène de l'impunité dont bénéficient jusqu'à présent des milliers de criminels rwandais responsables du génocide. La plupart des architectes de ce génocide, ainsi que des milliers de complices, ont trouvé refuge au Zaïre, en Tanzanie, au Kenya, au Cameroun, au Burundi, en Belgique ou en France où ils vivent confortablement et sans être inquiétés. Certains encore sont en Suisse, en Italie, au Gabon, au Zimbabwe, en

Zambie, au Canada et aux États-Unis. Parmi eux, on dénombre des personnalités politiques, des idéologues, des responsables des autorités locales, des fonctionnaires, des prêtres, des religieuses, des docteurs, des infirmières, des universitaires, des enseignants, des employés d'agences internationales et d'organisations humanitaires, des journalistes, des entrepreneurs, des avocats ou encore des juges.

Convaincus que la communauté internationale ne possède pas la volonté politique suffisante pour punir les responsables du génocide, ces derniers et leurs défenseurs sont devenus de plus en plus arrogants. Cependant, il ne fait aucun doute que la détention de Munyeshyaka a ébranlé leur confiance. Son arrestation et les importantes répercussions des charges retenues contre lui pèsent sur plusieurs autres Rwandais vivant en France et ayant participé au génocide ainsi que sur des criminels se cachant dans d'autres pays européens.

Lorsque les crimes commis par le Père Munyeshyaka au Rwanda sont apparus au grand jour, les pères Blancs de France et de Belgique ont immédiatement pris sa défense. Affirmant que les accusations lancées contre lui participent d'un "complot anti-clérical", ils ont qualifié les témoignages des survivants de "propos malveillants" et ont dénoncé les groupes ayant fourni des informations sur le Père Wenceslas, en particulier African Rights et *Goliath Magazine*, une revue contestatrice de la Ligue Catholique, publiée à Lyon (lire plus loin).

Le scandale que ce cas a déclenché est important pour un certain nombre de raisons. Premièrement, il rappelle que de très nombreux religieux de toutes confessions sont profondément impliqués dans ce génocide. En outre, le discrédit est jeté sur les pères Blancs, qui ont apporté une assistance politique, matérielle, légale et morale à Munyeshyaka, et dont on connaît la longue histoire de complicité et de silence face à l'injustice, la discrimination et le génocide au Rwanda.

² Joshua Hammer, "Blood on the Altar", *Newsweek*, 4 septembre 1995.

³ Ils faisaient l'objet de poursuites en leur qualité d'actionnaires de la Radio-Télévision Libre des Mille Collines.

HISTORIQUE

Munyeshyaka, âgé de 37 ans, est originaire de la commune de Ngoma (Butare). Il est arrivé à la paroisse de la Sainte-Famille (commune de Nyarugenge, secteur de Rugenge) fin 1992. En avril, après que le génocide a commencé, il a été nommé responsable de la paroisse, succédant ainsi au Père Anaclet, obligé de partir se réfugier au Centre Saint-Paul, voisin. Les efforts de ce dernier pour empêcher que les réfugiés ne rejoignent la milice avaient provoqué la colère de celle-ci, mettant ainsi la vie du Père en danger.

A la suite de la défaite militaire du gouvernement par intérim, Munyeshyaka a fui le Rwanda pour se réfugier à Goma au Zaïre. Il est arrivé en France en septembre 1994 grâce à l'aide des pères Blancs. Ces derniers affirment l'avoir évacué sur l'ordre de l'administrateur apostolique par intérim de Kigali. Lorsque Mgr Jacques David, évêque de La Rochelle, s'est rendu au Rwanda en août, il a apparemment été prié de faire le nécessaire pour que Munyeshyaka quitte Goma pour la France. Les pères Blancs avaient convié ce dernier en France pour qu'il "se repose et poursuive des études". Il obtint alors un permis de séjour de deux ans. Mais les projets d'études qu'on avait fait pour lui furent abandonnés et on lui confia la charge de la paroisse de Bourg-Saint-Andéol. Jusqu'au printemps 1995, le Père Munyeshyaka vivait et exerçait tranquillement sa charge dans ce petit village de France où personne ne savait rien de son passé.

Bien qu'il fût en charge de la Sainte-Famille pendant le génocide, ce dernier se rendait également au centre local des missionnaires, le CELA, et au Centre Saint-Paul. Un grand nombre de personnes qui y avaient trouvé refuge ont exprimé des plaintes bien précises à son encontre. La majorité d'entre elles étaient hébergées à la Sainte-Famille, qui abritait le plus grand nombre de réfugiés. A la suite d'un massacre de plus de 35 hommes Tutsi le 22 avril, les réfugiés avaient fui le CELA.

Entre la mi-juin 1994 et la fin juillet 1995, African Rights s'est employée à recueillir des témoignages à différentes époques, dans différents lieux et en différentes langues, à savoir le kinyarwanda, le français ou l'anglais. Certaines personnes ont témoigné au lendemain des évacuations de l'église de la Sainte-Famille et du Centre Saint-Paul. D'autres ont fait part de ce qu'elles avaient vécu un an après leur fuite. Mais à la lecture de ce qui suit, on perçoit une exceptionnelle cohérence de tous ces témoignages, présente jusque dans les moindres détails. Dans le présent document, nous avons aussi inclus plusieurs témoignages recueillis par les chercheurs de *Golias Magazine*, qui concordent, à tous égards, avec les preuves rassemblées par African Rights en 1994 et 1995. Depuis octobre 1994, *Golias Magazine* suit le cas du Père Munyeshyaka. La qualité et le volume des informations publiées par *Golias Magazine* ont permis d'exposer en France et dans les autres pays les crimes commis par Munyeshyaka.

RÉSUMÉ DES ACCUSATIONS QUI PÉSENT SUR LE PÈRE WENCESLAS MUNYESHYAKA

Le Père Wenceslas Munyeshyaka est notamment accusé :

- d'avoir mis en danger la vie des réfugiés lorsqu'en présence de la milice, il citait publiquement et nommément ceux qui avaient choisi d'être évacués dans des zones contrôlées par le Front patriotique rwandais (FPR) ;
- d'avoir donné à la milice des listes établies par les réfugiés et précisant le lieu d'évacuation choisi ;
- d'avoir ouvertement collaboré avec les personnes ayant enlevé et exécuté des réfugiés, et notamment avec le colonel Tharcisse Renhazo, préfet de Kigali, Odette Nyirabagenzi, le conseiller de Rugenge et Angéline Mukandutiye, inspectrice des écoles de Nyarugenge, en désignant par exemple les réfugiés

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

d'origine Tutsi et en précisant les locaux où les Tutsi recherchés se cachaient ;

- d'avoir été presque chaque fois présent sur les lieux des massacres de réfugiés sans être intervenu pour les empêcher ou les arrêter ;
- d'avoir facilité l'enlèvement et la mort de réfugiés en ne leur donnant pas accès à la protection des soldats de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) ;
- d'avoir entravé le sauvetage de réfugiés, en particulier Tutsi, par la MINUAR. Ainsi, les jours d'évacuation, alors que la MINUAR avait besoin de son autorisation pour le transport des réfugiés, il restait introuvable. En outre, il rayait les noms des hommes Tutsi des listes de réfugiés à placer en sûreté et insistait pour que les femmes et les filles soient évacuées en priorité, même si les cibles principales restaient les hommes et les jeunes garçons ;
- d'avoir forcé un grand nombre de filles et femmes Tutsi à avoir avec lui des rapports sexuels en échange d'une garantie de mise en sécurité ;
- d'avoir refusé la distribution d'eau et de nourriture et d'avoir utilisé de manière discriminatoire les ressources de l'église ;
- d'avoir tenté de couvrir les agissements meurtriers des auteurs des massacres en dissimulant la vérité au reste du monde.

LA CONSTITUTION DU DOSSIER DU PÈRE MUNYESHYAKA

Immédiatement après la fin du génocide, la Commission d'enquête composée de l'association Kanyarwanda et du CLADHO, un collectif de toutes les autres organisations locales de défense des droits de l'homme, a, au terme de son enquête sur le génocide à Kigali, produit un rapport publié le 10 décembre 1994. Parmi les prêtres de Kigali,

Munyeshyaka est celui qui, selon ce rapport, est le plus directement impliqué dans le génocide. Ainsi, le rapport affirme :

En outre, certains prêtres se sont rendus coupables de complicité en dénonçant ou en exposant des personnes pourchassées par des militaires, des gendarmes ou des miliciens des partis MRND-CDR et leurs acolytes des autres partis politiques de tendance *Power*. Le cas le plus flagrant est celui de l'église de la Sainte-Famille où l'abbé Wenceslas Munyeshyaka, qui avait pris la direction de la paroisse après la fuite du curé appartenant à l'ethnie Tutsi, s'est distingué en se rangeant activement du côté des "génocidaires". Il se comportait en tout et pour tout comme un véritable milicien Interahamwe.

Pendant les opérations d'évacuation des fugitifs de l'église de la Sainte-Famille par la MINUAR, l'abbé Wenceslas Munyeshyaka a empêché des jeunes gens qui se trouvaient dans l'enceinte de la paroisse de monter dans les camions de cette dernière. Il prétendait que les femmes et les enfants étaient les plus menacés alors que c'était le contraire.⁴

LE TRAVAIL DE "L'AUMÔNIER DE LA MILICE" : COLLABORER AVEC LES ASSASSINS

Dès l'aube du 7 avril, des milliers de personnes ont fui Kigali pour trouver refuge et sécurité au centre des missionnaires, le CELA, dans l'église de la Sainte-Famille et au Centre Saint-Paul. Mais en 1994, mêmes les sanctuaires religieux n'ont pas arrêté la chasse à l'homme des milices, aidées en particulier par un prêtre qu'un frère Joséphite a qualifié d'"aumônier de la milice". Les réfugiés étaient non seulement des personnes voulant échapper au génocide mais aussi des gens fuyant la guerre entre les soldats de l'armée gouvernementale et les combattants du FPR.

Les meurtriers avaient placé les réfugiés de la Sainte-Famille sous surveillance

⁴ Rapport de l'enquête sur les violations massives des droits de l'homme commises au Rwanda à partir du 6 avril 1994, première phase, publié à Kigali le 10 décembre 1994, p. 36 et 37.

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

constante. Les miliciens montaient la garde autour de l'église, à l'affût de cibles Tutsi, et notamment d'hommes ayant une certaine instruction. De nombreux miliciens étaient des gens de la région et connaissaient donc très bien le visage de leurs victimes potentielles.

Les miliciens n'ont pas seulement fait sortir des gens de l'église pour les tuer, ils ont aussi exercé une garde constante pour empêcher tout accès à l'église. De nombreuses personnes ont été tuées à coups de machette juste devant la Sainte-Famille. Les miliciens cherchaient également des femmes et des filles à violer. La crainte des milices rendait difficile la quête par les réfugiés Tutsi de nourriture et d'eau, ce qui ajoutait à leur faim et à leur désarroi.

Emile Rukundo, 31 ans, était employé par Sulfo-Rwanda et vivait dans la commune de Nyarugenge, secteur de Nyakabanda. Il est marié et père de trois enfants. Il explique qu'il y avait peu d'Interahamwe dans son secteur, dominé par le PSD et dont le conseiller, Emmanuel Kandekwe, était un membre de la branche modérée du MDR.

Avec la mort d'Habyarimana, notre quartier est resté relativement calme, néanmoins des gens du nord qui habitaient notre quartier ont commencé à se grouper et des soldats de la garde présidentielle, ont commencé à se faire voir dans notre quartier mais pas en grand nombre, ils étaient un à un.

Le 7 avril une réunion des génocidaires s'est tenue dans notre quartier chez un journaliste d'*Umurwanashyaka*, journal du Parti MRND, nommé Habishuti. Après cette réunion les actes de pillage et assassinats ont débuté sous la conduite d'un certain homme appelé Hubert qui avait des relations familiales très proches avec le chef d'état-major de l'armée rwandaise, le général Déogratias Nsabimana. Puis on a commencé à piller ou terroriser les Tutsi. Mais l'extermination systématique n'avait pas encore débuté. La situation empirait davantage au fur et à mesure que les jours avançaient.

J'avais mon petit frère qui était officier dans les FAR. Souvent il rentrait dans notre quartier pour faire peur aux esprits mauvais qui se levaient contre nous. Il s'appelle Rémy

Rwagasore et s'est intégré actuellement dans l'armée.

Au mois de mai 1994, les choses étaient bouleversées dans notre quartier et beaucoup de Tutsi avaient déjà été tués. C'est ainsi que mon petit frère militaire nous a évacués jusqu'à la paroisse de la Sainte-Famille. Dès mon arrivée à la Sainte-Famille, la chose qui m'a surpris en premier lieu c'est de voir un prêtre armé d'un pistolet avec le gilet pare-balles qu'il portait. L'entrée dans la Sainte-Famille n'était pas facile. Mais comme j'étais avec un officier, le milicien qui se tenait devant le portail nous a cédé la place pour entrer. A l'intérieur il y avait des réfugiés nombreux, Hutu et Tutsi. Les réfugiés Hutu nous dépassaient de loin en nombre. Certains passaient toute la journée en ville et rentraient la nuit avec des miliciens qui venaient espionner pour connaître les Tutsi qui restaient encore en vie.

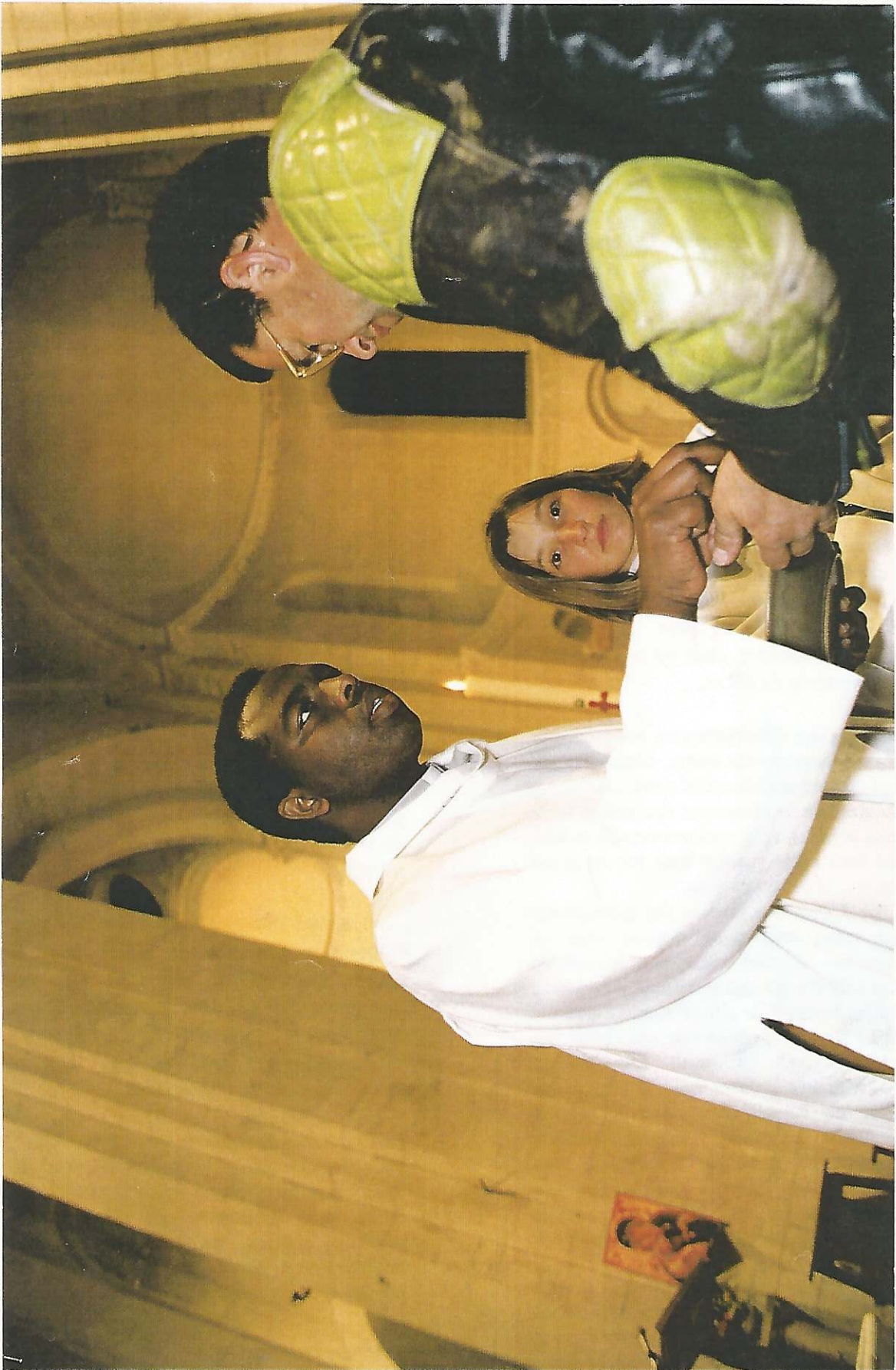
L'abbé Munyeshyaka ne s'est jamais opposé à ce mouvement d'entrée et de sortie des criminels au sein des réfugiés. Au contraire, lorsque la MINUAR lui a proposé de venir nous protéger, il a refusé en disant que les soldats qui érigeaient une barrière à l'entrée de l'église de la Sainte-Famille lui suffisaient, alors qu'ils ne faisaient absolument rien pour notre protection. L'abbé Wenceslas a ajouté qu'il ne pouvait pas autoriser les soldats de la MINUAR à nous garder parce que, disait-il, là où la MINUAR arrivait, les *Inkotanyi*⁵ ne tardaient pas à arriver. Il semblait dire que les soldats de la MINUAR étaient des complices des *Inkotanyi*.⁶

Chantal Mugabushaka travaillait pour le Programme des Nations Unies pour le développement à Kigali. Elle était l'une des femmes ayant une certaine instruction à être recherchée par les meurtriers. Elle a fait part à *Golias Magazine* des souffrances qu'elle avait subies de la part de Munyeshyaka.

Les conditions dans le camp étaient terribles. Mais je pense que si le curé de la paroisse avait eu la bonté et un peu d'humanité, il aurait porté assistance aux réfugiés. A plusieurs reprises, les gendarmes et les militaires sont venus me chercher. Mais à chaque fois je changeais de place. Un petit

⁵ Le terme *Inkotanyi* désigne le FPR.

⁶ Témoignage recueilli à Kigali le 5 juillet 1995.



garçon m'avertissait du danger à chaque descente des gendarmes...

Tout cela était téléguidé par l'abbé Wenceslas. Car si ce dernier leur avait interdit de pénétrer à l'intérieur de l'église, les soldats ne seraient pas venus me chercher. D'ailleurs, il partageait son repas avec eux. Ils faisaient des réunions ensemble.⁷

Les membres de la communauté religieuse rwandaise sont généralement peu enclins à critiquer ouvertement leurs frères et s'ils le font, c'est à condition de garder l'anonymat. Cependant, le Frère Damascène, membre de la congrégation des frères Joséphites, s'est confié en détail à *Golias Magazine*, évoquant particulièrement l'attitude de Munyeshyaka.

Avec un certain nombre d'ecclésiastiques et d'autres réfugiés, Damascène se trouvait à Nyamirambo, le district le plus populaire de Kigali présentant une forte concentration de Tutsi. En juin 1994, Nyamirambo fut le théâtre de violents combats entre les forces gouvernementales et le FPR. Par ailleurs, la milice, voulant venger la mort d'évêques et de prêtres, tués au début du mois de juin à Gitarama par les combattants du FPR, s'en est prise à la communauté des dix-huit religieux de la congrégation des frères Joséphites et aux quatre-vingt réfugiés de Nyamirambo. Presque tous ont été tués. Le Frère Damascène est l'un des survivants. Il s'enfuit alors avec deux pères Blancs restés à Nyamirambo et fut de nouveau attaqué par la milice. Il se réfugia au Centre Saint-Paul. Il garde un souvenir très présent du Père Munyeshyaka qu'il a surnommé "l'aumônier de la milice".

Nous avons reçu un accueil chaleureux de la part de quelques prêtres, excepté le Père Wenceslas Munyeshyaka qui était l'aumônier des miliciens. Il était toujours à leurs côtés, portant un gilet pare-balles et un fusil. Il se promenait en toute impunité de l'intérieur de l'église à la procure et là il menaçait tout le monde. Nous en avions peur, parce qu'il s'entendait bien avec les miliciens. D'ailleurs, ils l'appelaient familièrement "le jeune". Ils

l'accompagnaient pour aller à la chasse. Le Père Wenceslas donnait des ordres aux miliciens. S'il ne disait rien, ces derniers restaient calmes.

Chaque matin il partait avec eux pour ne rentrer que le soir. Fatigué d'avoir comme il aimait à le dire "travaillé", ce qui sous-entendait "massacré". D'ailleurs, il aimait raconter ses exploits avec un verre de whisky à la main.

Damascène parle également de la traque meurtrière menée par Munyeshyaka contre un réfugié du nom d'Arthur Guillaume Rangira.

[Il] avait été pris pour cible par Wenceslas qui n'avait cessé de le menacer. Un jour, il l'avait convoqué et après avoir discuté avec lui durant une demi-heure il le menaçait de mort. Il s'est donc enfui, et il a été récupéré par des religieuses. [Le couvent des Soeurs de Marie-Thérèse de Calcutta est proche de la Sainte-Famille]. Elles l'ont caché dans leur couvent sous un lit. Mais Wenceslas continuait de le chercher. Il a alors quitté sa cachette pour venir me rejoindre dans ma chambre. Nous lui avons fait revêtir l'habit d'une religieuse pour qu'il puisse passer inaperçu aux yeux du Père Wenceslas. Grâce à ce déguisement, il a pu rejoindre avec nous l'hôtel des Mille Collines. Mais il fut contraint de ne pas bouger de sa chambre, car l'abbé Wenceslas, fusil à la main, venait rendre visite à sa famille qui résidait à l'hôtel.⁸

Ces "allées et venues" des miliciens ont eu des conséquences désastreuses pour les réfugiés. En plus des enlèvements qui étaient monnaie courante, plusieurs massacres ont eu lieu à la Sainte-Famille, au CELA et au Centre Saint-Paul. Munyeshyaka était présent presque chaque fois et n'a jamais rien fait pour avertir les réfugiés du danger ou les protéger de même qu'il n'a jamais protesté contre leur massacre. Le matin du 15 avril, entre 9 h et 9 h 30, des Interahamwe, accompagnés de membres de la garde présidentielle, ont pénétré dans l'église. Ils ont fait sortir cent vingt hommes et jeunes garçons Tutsi et les ont tués par balle sur le champ. Il est clair

⁷ "Témoignages : Sous la soutane, la machette", *Golias Magazine* n° 43, juillet/août 1995.

⁸ "Témoignages : Sous la soutane, la machette", *Golias Magazine* n° 43, juillet/août 1995.

qu'ils avaient préalablement dressé une liste des personnes à tuer, la plupart des victimes étant des militants politiques, des entrepreneurs, des étudiants et des jeunes hommes qui "avaient l'air" Tutsi.

Gorette Uwimana, 34 ans, vivait à Bwahilimba, secteur de Rugenge, près de la Sainte-Famille. Elle était employée dans une fabrique de textile, UTEXRIWA. Après le meurtre de son mari, Gorette et ses enfants s'étaient réfugiés à la Sainte-Famille. Pour qu'elle soit protégée davantage, elle était cachée par la Mère supérieure des Soeurs de Marie-Thérèse de Calcutta qui représentait l'unique secours pour beaucoup de réfugiés de la Sainte-Famille. Lorsque le 15 avril la milice a attaqué la Sainte-Famille, Gorette était l'une des deux femmes à abattre. Son seul crime était d'avoir grandi en Ouganda où elle possède toujours de la famille. Elle décrit en ces termes le massacre du 15 avril :

Vers 9 heures du matin, beaucoup de miliciens bien armés ont envahi la Sainte-Famille. Ils étaient venus de plusieurs quartiers de Kigali, y compris de mon quartier. J'ai vu quelques visages de miliciens de ma cellule. Ils ont dit à tous les réfugiés de regagner l'église et d'entrer à l'intérieur de l'église, les Hutu et les Tutsi. Ils avaient des listes des personnes Tutsi visées. Chaque rangée de l'église était contrôlée par dix assassins au moins.

L'interpellation n'a pas tardé à commencer. Sept hommes et jeunes garçons Tutsi ont été interpellés. Ils ont fait une longue chaîne de réfugiés liés ensemble par leurs chemises ; ils étaient comme les esclaves de la traite négrière. On a fait sortir des gens Tutsi, plusieurs tours, et à chaque sortie, nous entendions des coups de fusil en bas de l'église. Ce jour-là, deux femmes figuraient sur la liste d'appel des assassins. Il s'agissait de moi et une autre femme dont j'ai oublié le nom. Maintes fois, les miliciens appelaient mon nom. Mais je ne répondais pas. Il était difficile de me localiser car nous étions très nombreux. J'ai eu de la chance puisque juste devant moi se tenait debout un milicien bien armé. Je cachais facilement mon visage derrière lui. Comme il ne me connaissait pas, j'ai pu échapper. Souvent il se tournait pour jeter un regard dans la foule

des réfugiés. Mais il ne faisait pas attention à voir qui était à côté de lui.

Avant de partir, ils ont dit à l'abbé Wenceslas de séparer les Tutsi des Hutu. Ils lui ont dit également que la prochaine fois, ce serait le tour des femmes d'être interpellées. Wenceslas leur a dit que les femmes ne causent pas de problèmes car elles n'ont pas d'ethnie. Il a dit que les mauvais ce sont les hommes.

Après le départ des miliciens, nous sommes restés sans protection. Chaque fois qu'ils le voulaient, les miliciens entraient et triaient ceux qu'ils voulaient aller massacrer. Je me rappelle bien un jour la MINUAR a voulu venir nous protéger, mais l'abbé Wenceslas a refusé en disant que ce serait une invasion militaire dans son établissement. Il disait que les gendarmes suffisaient pour nous alors qu'ils ne faisaient absolument rien pour nous protéger. Les portes de l'église étaient ouvertes à tout le monde. Elles étaient fermées la nuit pour empêcher ceux qui le voulaient de chercher à s'évader.

Nous menions une vie très difficile, seule la Caritas de l'église essayait de nous ravitailler. Mais l'abbé Wenceslas Munyeshyaka donnait des vivres à ceux qu'il voulait. Ceux qui avaient de l'argent pouvaient acheter quelque chose en se faisant aider par des réfugiés Hutu qui étaient avec nous.⁹

Le 22 avril, Munyeshyaka a accompagné les assassins au CELA. Dominique Rurangirwa, 28 ans, est l'un des hommes qui a pu par chance s'échapper. Dominique travaille au ministère des transports et télécommunications depuis 1988 et habite la cellule de Rugenge, secteur de Rugenge. Il décrit ainsi le cauchemar vécu dans la Sainte-Famille assiégée :

Avant le génocide, j'habitais près de la JOC (Jeunesse Ouvrière Catholique) non loin de l'habitation de la fameuse inspectrice Angéline Mukandutiye¹⁰, avec mes deux frères, mon frère jumeau et mon petit frère, et deux soeurs. Mes parents avaient trouvé la

⁹ Témoignage recueilli à Kabuga, Kigali rural, le 16 juin 1994 et à Kigali le 17 mai 1995.

¹⁰ Pour de plus amples informations sur le rôle d'Angéline Mukandutiye pendant le génocide, voir le document *Not So Innocent: When Women Become Killers*, African Rights, août 1995.

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

mort à Byumba le 7 octobre 1990, quelques jours seulement après le déclenchement de la guerre d'octobre 1990. Ils ont été tués par les FAR en disant qu'ils étaient des complices du FPR.

Dans la nuit du 6 avril, nous avons entendu des coups de fusil sporadiques et lorsque nous avons capté la radio RTLM, nous avons appris la mort d'Habyarimana. Le moment était venu de nous massacrer.

Le 7 avril 1994, jeudi matin, les soldats de la garde présidentielle ont quitté leur camp et certains ont envahi l'home de la JOC et ont tué trois filles Tutsi qui logeaient là-bas. Ils ont tiré sur elles. Voyant cela, nous avons vu que rien n'allait et nous nous sommes décidés à fuir vers le CELA où vivaient les pères Blancs, en majorité Belges et Français. Heureusement pour nous, nous avons pu y arriver en contournant les barrières ou en passant sous les ponts... Vers la soirée, il y a eu l'arrivée massive des réfugiés au CELA. Nous avons fait une brèche dans le treillis du CELA pour pénétrer au Centre Saint-Paul où allaient les femmes, les filles et les vieux. Les hommes forts et nous les jeunes nous sommes restés au CELA.

Le 8 avril, les assassins avaient déjà amorcé leur sale besogne, destruction de la vie humaine et des maisons. Ils avaient des listes établies des personnes à tuer. Voyant que beaucoup de personnes visées ne se trouvaient pas dans le quartier, ils ont commencé à essayer de les localiser.

Dominique a confirmé de nombreux autres témoignages de réfugiés du CELA et notamment la présence de nombreux "faux" réfugiés dont la mission était de repérer et d'identifier les membres de la population prisonnière. Il a accusé Munyeshyaka de complicité dans l'attaque des réfugiés du CELA le 22 avril.

[Quand] les pères Blancs ont quitté le CELA pour Butare [à la mi-avril], ils nous ont laissé les clés des salles et celle de la chambre dans laquelle se trouvait le téléphone. C'est Joseph Bitega, qui travaille maintenant pour Aide et Action, ONG française, qui la gardait. Puisque le réseau téléphonique n'était pas encore coupé, nous pouvions téléphoner et connaître la situation qui prévalait dans d'autres quartiers.

Après le départ des pères Blancs, l'abbé Wenceslas est venu. Le premier mot qu'il a

prononcé, c'est celui de réclamer la clé de la salle dans laquelle le téléphone était installé. Il était seul et nous la lui avons refusée. Il voulait simplement nous couper la communication extérieure pour ne pas révéler aux communautés intéressées ce qui se passait avec nous.

Dans notre établissement du CELA nous avons constitué un système de protection et de sécurité qui vérifiait et contrôlait les entrées et sorties des gens. Quelquefois nous refusions l'accès à notre établissement.

L'autre jour l'abbé Wenceslas est revenu, cette fois-là avec deux gendarmes qui l'accompagnaient. Il a réclamé de nouveau la clé. Nous avons préféré cacher Joseph Bitega, après nous avons dit à Wenceslas que celui qui avait la clé n'était pas là. Wenceslas constituait un obstacle pour nous puisque nous voyions qu'il voulait nous empêcher de communiquer avec l'extérieur. Nous avons pris la décision d'empêcher à toute personne l'accès à notre établissement.

Le 20 avril, Wenceslas est revenu. Nous avons refusé qu'il entre dans notre établissement puisque nous voyions clairement ce qu'il cherchait. Avant de s'en retourner, il nous a dit : "Attendez, vous allez voir." Effectivement, le 22 avril, nous avons vu les assassins conduits par le préfet Renzaho, le conseiller Nyirabagenzi [Odette] et l'inspectrice Mukandutiye [Angéline] et d'autres miliciens et soldats. Puisque moi et Anselme [le frère jumeau de Dominique] figurions déjà sur la liste [des gens visés] nous nous sommes cachés dans la fosse qui était là.

Deux jours suivants, c'est-à-dire, le 24 avril, ils sont revenus et ont envahi le Centre Saint-Paul, et ont enlevé d'autres réfugiés y compris [un homme nommé] Rukundo.¹¹ D'autres rescapés du CELA se trouvaient à la Sainte-Famille. Mais d'autres se trouvaient à Saint-Paul, dont moi et Anselme. Quand les assassins sont venus nous étions dans le plafond de Saint-Paul.

Dominique, comme beaucoup d'autres réfugiés, soupçonne Munyeshyaka d'avoir joué un rôle dans l'assassinat d'André Kameya,

¹¹ La milice accusait Rukundo, Hutu, d'avoir accordé un entretien à Radio Muhabura, la radio du FPR. Le 24, les assassins ont emmené huit autres jeunes hommes hormis Rukundo. Les neuf hommes ont été tués aux abords du Centre Saint-Paul.

éditeur de *Rwanda-Rushya*, un écrit qui critiquait vivement le régime d'Habyarimana.

Dans les maisons de *Kinyamateka* [un journal de l'Église catholique] se cachait le journaliste André Kameya. Seuls l'abbé Munyeshyaka et Mme Nkubiri, qui travaillait à *Kinyamateka*, savaient où se cachait André Kameya. Le 14 juin, il fut livré sans doute par l'abbé Wenceslas parce que les miliciens qui sont venus le prendre ont d'abord passé dans l'église de la Sainte-Famille. Ces miliciens étaient accompagnés de [Odette] Nyirabagenzi.¹² Sans aucun tâtonnement, elle a ouvert la salle ou la chambre qui hébergeait André Kameya. Nyirabagenzi a dansé en disant que le gros poisson était attrapé.¹³

Liberata, qui vit actuellement en Europe et qui a accordé un entretien à *Golias Magazine*, s'était réfugiée au Centre Saint-Paul. Elle parle des relations étroites que Munyeshyaka entretenait avec les milices et de la détermination de ce dernier à empêcher le Père Célestin Hakizimana, prêtre du Centre Saint-Paul, d'aider les réfugiés :

Parmi les nombreux militaires qui patrouillaient, je voyais souvent le Père Wenceslas portant un gilet pare-balles, avec une croix au-dessus et un pistolet à la main. Il venait souvent au Centre Saint-Paul en compagnie des miliciens, soi-disant pour assurer notre sécurité. Il allait et venait dans nos dortoirs, toujours armé et vêtu de son gilet pare-balles, en déclarant : "N'ayez crainte, calmez-vous, ils ne vous feront rien de mal. Ils ne vont pas vous emmener. Ils ne prendront que ceux dont ils sont sûrs qu'ils ont fait quelque chose." Mais malgré ces déclarations, nous étions étonnés de les voir emmener des gens qui n'avaient rien fait. Le Père Wenceslas ne disait rien, il se contentait de leur indiquer les autres chambres à fouiller.

Wenceslas les accompagnait, il les a laissés faire le tri : les Tutsi d'un côté, les Hutu de l'autre. Il n'a pas bronché, ni

protesté, mais semblait au contraire être au courant de ce qui allait nous arriver.

Wenceslas prit à part les autres prêtres pour leur expliquer que les Tutsi devaient mourir, car leur heure avait sonné. L'abbé Célestin s'opposa d'une manière virulente à l'action des militaires. Il leur demanda de monter dans les dortoirs et les chambres pour se rendre compte qu'il n'y avait aucune arme. Il se porta lui-même garant de tout le monde et déclara que si jamais on trouvait quoi que ce soit de compromettant, il était prêt à mourir avec eux. Par la suite, il prit à part deux militaires qui ne faisaient pas partie de la garde présidentielle. Il leur donna de l'argent pour qu'ils laissent tranquilles les réfugiés. Grâce à son action, nous avons pu échapper à la mort.

Après cet incident l'abbé Célestin et Wenceslas ne s'adressèrent plus la parole. Lorsque l'abbé Célestin faisait savoir à l'économat général que des personnes viendraient s'approvisionner, Wenceslas donnait des ordres pour qu'on lui réponde que c'était la pénurie. Or c'était faux ! L'abbé Célestin a dû se rendre personnellement à l'économat général pour obtenir des provisions.

"Il nous demanda même, comble de l'arrogance, de nous mettre à genoux pour prier avec lui pour ces jeunes gens qui allaient être exécutés. Nous avons refusé en bloc."

Un jour des miliciens et des soldats de la garde présidentielle sont venus à Saint-Paul. Ils ont arrêté 80 adolescents. Comme ils n'étaient pas assez nombreux pour les encadrer, ils ont fait appel à Wenceslas qui leur a dépêché des miliciens pour les aider dans leur sale besogne. Nous n'avons jamais revu ces jeunes garçons.

Après leur départ Wenceslas est venu nous voir pour soi-disant nous "réconforter". Il nous demanda même, comble de l'arrogance, de nous mettre à genoux pour prier avec lui pour ces jeunes gens qui allaient être exécutés. Nous avons refusé en bloc.

¹² Pour un compte rendu des activités d'Odette Nyirabagenzi pendant le génocide, voir le document *Not So Innocent: When Women Become Killers*, African Rights, août 1995.

¹³ Témoignage recueilli à Kigali le 8 juillet 1995.

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

Liberata décrit aussi les efforts du Père Wenceslas pour intimider le Père Célestin afin qu'il laisse les milices faire leur "travail".

Il prenait également à part l'abbé Célestin et lui disait : "Toi aussi tu es *Inkotanyi*. Pourquoi tu ne les livres pas ?". Le Père Célestin lui répondait : "Les gens qui sont venus se réfugier ici sont rentrés sans armes. Ils sont venus ici parce qu'ils se sentaient en danger. Et que si parmi eux il y en avait qui avaient voulu combattre les miliciens, ils ne seraient pas venus ici. Ils auraient rejoint l'armée du FPR pour se battre à ses côtés."

Wenceslas lui rétorqua : "Il faut laisser les miliciens faire leur boulot et les fouilles, car toi tu ne le fais pas quand ils arrivent."

Rendant un grand hommage au Père Célestin, Liberata ajoute : "Ils avaient l'habitude de se quereller de cette façon tous les jours."

Liberata a donné d'autres détails sur la chasse aux jeunes hommes Tutsi menée par Wenceslas :

Deux garçons dont je ne me souviens que des prénoms, Bonaventure [Bihindinkwaye] et Gasongo [Munyansanga], qui avaient trouvé une cache dans un garage qui appartenait à des prêtres, furent découverts par Wenceslas. Il les a remis immédiatement entre les mains des militaires. Plus personne n'entendit parler d'eux.

Le 17 juin, le FPR a lancé un raid pour porter secours aux réfugiés prisonniers à la Sainte-Famille et au Centre Saint-Paul. Certains réfugiés du Centre Saint-Paul ont reconnu certains des combattants du FPR et ont accepté de prendre le risque de les suivre. Quant aux réfugiés de la Sainte-Famille, ils étaient trop terrorisés pour même ouvrir la porte et la mission de sauvetage a donc échoué. Près de mille huit cents réfugiés du Centre Saint-Paul ont pu être sauvés et emmenés à Kabuye, Kigali rural. La réussite de cette mission au Centre Saint-Paul et la tentative de sauvetage à la Sainte-Famille ont déclenché la colère de Munyeshyaka. Tous les réfugiés que nous avons questionnés et qui étaient restés à la Sainte-Famille accusent Munyeshyaka de complicité dans l'opération

de vengeance ultérieure menée contre les réfugiés Tutsi à la Sainte-Famille. Ainsi, Émile Rukundo déclare :

Après l'opération commando des soldats du FPR au Centre Saint-Paul, très tôt le matin, le colonel Munyakazi est venu à la Sainte-Famille. Il a parlé quelques minutes avec Wenceslas et il est parti.

Vers 10 heures, les Interahamwe nous ont attaqués et ont tué environ cent réfugiés Tutsi. Leurs corps étaient étendus non loin du salon de Wenceslas et dans la cour de la Sainte-Famille. Vers 13 heures, Wenceslas est revenu. Il a observé les corps des quarante-deux victimes, à peu près, qui se trouvaient en face de son salon et il a dit que tous ces Tutsi, s'étaient fait tuer. Il a ajouté que même ceux de Saint-Paul, dont les *Inkotanyi* prétendaient avoir sauvé la vie, leurs corps se trouvaient tout le long de la rue. C'était une façon de nous faire souffrir davantage en nous faisant comprendre que notre mort était certaine.

Le jour suivant, les journalistes et la MINUAR sont venus pour tenter une évacuation encore une fois. L'abbé Munyeshyaka a caché les corps des victimes dans son établissement. Il a dit à un groupe de réfugiés de transporter ces corps. Je ne savais où mais je voyais qu'il leur montrait vers l'économat général de la Sainte-Famille. Il ne voulait pas que les journalistes découvrent la réalité.

J'ai quitté la Sainte-Famille ce jour-là puisque mon petit frère, officier, est venu. Il m'a pris et est allé me cacher à Muhima jusqu'à la fin de la guerre entre les FAR et le FPR.

Anastase Karayiga, 33 ans, est un entrepreneur. Il vivait dans la commune de Kicukiro, secteur de Kicukiro, à Kigali. Célibataire, il partageait un appartement avec un ami. Il avait émigré au Burundi en avril 1990 et n'était rentré à Kigali que le 28 février 1994. Il continuait depuis à se rendre au Burundi pour son travail et si sa voiture n'était pas tombée en panne, il n'aurait pas pu témoigner du génocide :

Le 6 avril 1994 je me préparais à retourner au Burundi. Mais peut-être le destin n'a pas voulu puisque ma voiture Toyota Carina avec une plaque burundaise est tombée en panne.

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

A Kicukiro, je cohabitais avec un garçon Hutu dans un même appartement. La nuit du 6 avril, nous avons appris la mort d'Habyarimana. Les deux jours qui ont suivi, il y a eu des tirs d'arme à feu entre les FAR et le FPR juste dans notre quartier. Les Hutu, les Tutsi se sont réfugiés en masse vers Gatenga dans le quartier Gikondo, l'enceinte des Interahamwe. Le jeune homme Hutu avec qui je cohabitais constituait mon escorte. On disait que j'étais membre du FRODEBU étant donné que j'avais longtemps vécu au Burundi.

A Gikondo, la situation s'était beaucoup détériorée. Chaque nuit j'essayais de convaincre mon compagnon de quitter l'endroit et cheminer vers la Sainte-Famille, puisque même à Gikondo, les combats entre les FAR et le FPR avaient débuté. C'est ainsi que nous sommes arrivés à la Sainte-Famille, mardi 19 avril 1994, vers 8 heures du matin. Nous sommes allés près du portail qui donnait juste l'accès à la maison de l'abbé Wenceslas. Devant le portail se tenait un homme armé de grenades. Il nous a demandé l'objet de notre présence. Nous étions au nombre de deux. Mais mon compagnon avait préféré continuer vers la ville, il n'avait pas de problème. A côté de moi se trouvait un autre garçon Tutsi. Nous avons répondu à cette sentinelle que nous venions chercher refuge dans la Sainte-Famille. Il nous a demandé les cartes d'identité et [quand] il a vu que nous étions Tutsi, il a dit : "Il faut d'abord demander à Wenceslas puisque nous ne recevons pas de réfugiés Tutsi." Nous l'avons supplié pour qu'il aille demander à Wenceslas et le type est allé exposer notre problème à Wenceslas ; nous sommes restés toujours derrière le portail.

En attendant la décision de Munyeshyaka, le pire était à craindre en raison de la présence de la milice.

Un peu en bas vers l'école primaire de la Sainte-Famille, environ quinze mètres, était érigée une barrière de miliciens. Nous attendions que d'un moment à l'autre ils montent pour nous finir. Quelques minutes plus tard, la sentinelle qui ressemblait fort à un Interahamwe est revenue et nous a dit d'attendre un peu l'abbé Wenceslas. Ce n'est qu'après environ quatre heures que [Wenceslas] est venu nous voir. Il nous a dit d'une voix fâchée : "Entrez mais gardez-vous."

Ce dont j'accuse Wenceslas :

Il portait un pistolet, un [gilet] pare-balles partout où il était, même lorsqu'il célébrait la messe. Souvent il tenait des réunions avec le préfet Renzaho, le colonel Munyakazi, le conseiller Nyirabagenzi et l'inspectrice Mukandutiye et autres commanditaires du génocide à Kigali Ville. Et avant de clore leur réunion, il faisait circuler tous ces assassins au milieu des réfugiés et nous disait avec ironie qu'ils venaient nous rendre visite, alors que c'était pour compléter seulement les listes des personnes à éliminer, puisque chaque fois qu'ils repartaient, des miliciens Interahamwe entraient et enlevaient des Tutsi qu'ils allaient massacrer.

Le 17 juin après le raid de Saint-Paul, l'abbé Wenceslas est venu au milieu de nous. Il a dit que c'étaient les Tutsi qui étaient à l'origine de la tragédie qui endeuillait le pays. C'était une façon de créer un climat de tension entre les réfugiés Hutu et les réfugiés Tutsi qui étaient à la Sainte-Famille. Il a continué en disant que le FPR avait tué tous les Hutu qui étaient à Saint-Paul et emporté les Tutsi, et qu'il fallait nous attendre à des représailles des Interahamwe.

En réalité, l'accusation selon laquelle le raid du Centre Saint-Paul aurait fait des victimes parmi les Hutu n'est pas fondée. En effet, il y avait d'une part très peu de réfugiés Hutu dans ce centre et, d'autre part, les victimes étaient des Tutsi qui, après avoir quitté le Centre Saint-Paul dans la nuit du 16, se sont perdus et sont tombés dans une embuscade tendue par la milice.

Le jour suivant, les réfugiés ont découvert toute la réalité des menaces de vengeance de Munyeshyaka.

Effectivement les Interahamwe sont venus avec à leur tête le conseiller et le colonel Munyakazi de la gendarmerie de Muhima. Ils ont procédé à l'enlèvement d'environ une soixantaine de jeunes Tutsi dont un certain Gasongo que les gendarmes qui gardaient la Sainte-Famille ne voulaient pas que l'on tue. Le capitaine qui commandait les six gendarmes contrôlant la Sainte-Famille est intervenu en faveur de tous ces gens qu'on allait injustement massacrer. Mais l'abbé Wenceslas a dit : "Amenez-les, mais que vous ne reveniez pas encore une fois." Tous

ces gens ont été tués ; et le capitaine de ces gendarmes nommé Ntirugiribambe, mon collègue de classe, m'a dit que le groupe de ces personnes tuées avait bel et bien été livré par l'abbé Wenceslas. Le 18 juin nous avons enterré tous ces corps.

L'abbé Wenceslas nous refusait de quoi manger alors que le magasin de l'église était plein de vivres. Il nous accordait de quoi manger une fois tous les deux ou trois jours. Souvent lorsqu'il voulait nous accorder de quoi manger, j'étais parmi le groupe qui allait soulever les sacs de vivres et je voyais le stock des vivres dans le magasin.

Alors que l'abbé Hakizimana Célestin allait chaque fois puiser de l'eau pour ses réfugiés, l'abbé Wenceslas nous refusait ce bon geste, à nous. Depuis mon arrivée à la Sainte-Famille, il n'est allé que quatre fois nous puiser de l'eau tandis que des camionnettes de transport étaient toujours présentes.¹⁴

"Mais avant d'entrer à l'intérieur de l'église, ces assassins ont eu quand même quelques minutes de réunion avec le redoutable Wenceslas, sans doute pour la bénédiction de leurs ignobles actes."

Le Frère Damascène parle également du comportement de Munyeshyaka après le raid du FPR au Centre Saint-Paul :

Le Père Wenceslas nous a alors expliqué : "Le Front patriotique a fait une grossière erreur en venant libérer les réfugiés du Centre Saint-Paul. Ils ont mis en gage la tête des gens qui avaient été hébergés à la paroisse de la Sainte-Famille." Et d'ajouter : "Qu'ils meurent, ils le méritent."

Nous lui avons demandé de s'expliquer. Il nous a répondu — en nous montrant les cadavres étalés dans la cour — qu'il fallait se rendre compte que ces personnes qui avaient été tuées avaient subi les conséquences de leur [FPR] acte.

D'autres preuves de la culpabilité du Père Munyeshyaka sont fournies par Thérèse Mukamuseyi qui travaille actuellement pour la Jeunesse Ouvrière Catholique (JOC). Avant le génocide, elle travaillait pour une compagnie pétrolière à Kigali, la Société Générale des Pétroles. Thérèse vivait dans la cellule de Kabasengerezi à Rugenge.

Durant le génocide d'avril, j'étais dans le monastère de Bizeramariya près de l'église de la Sainte-Famille. Nous n'étions pas très nombreux. Je suis arrivée là-bas quelques jours après l'assassinat d'Habyarimana. Quelques heures après le pillage de ce couvent, nous sommes allés à la Sainte-Famille où l'abbé Wenceslas nous menaçait beaucoup en nous disant que nous étions en train de payer pour le FPR. Armé de pistolet et quelquefois de fusil G3, avec un gilet pare-balles, Wenceslas refusait à certains Tutsi l'accès à l'intérieur de la Sainte-Famille. Il avait donné l'ordre à une sentinelle de ne plus laisser entrer les Tutsi sous prétexte que l'endroit était saturé. Mais comme cette sentinelle aimait la corruption, il suffisait de lui donner un billet de mille francs pour qu'elle vous laisse entrer.

Munyeshyaka mettait l'inégalité entre des réfugiés en privilégiant les uns plus que les autres. Il y a des familles à qui il avait donné des chambres bien soignées. Il assistait en vivres ces familles alors que nous autres, nous mourions de faim. Moi je restais toujours à l'intérieur de l'église avec ma fillette. Je ne quittais pas le tabernacle et l'autel de l'église.

Thérèse décrit également la réaction de Munyeshyaka face à l'opération lancée le 17 juin par le FPR pour sauver les réfugiés du Centre Saint-Paul :

J'ai quitté l'autel de la Sainte-Famille le 17 juin, lorsqu'une attaque sans précédent a envahi l'église. C'était le lendemain de l'évacuation des réfugiés de Saint-Paul par le FPR. Je me rappelle bien que Munyeshyaka avait dit très tôt le matin que nous devions nous attendre à des représailles des miliciens Hutu puisque les *Inkotanyi*, disait-il, venaient d'assassiner tous les Hutu de Saint-Paul. Il disait cela tout en sachant que nous étions avec des Hutu qui avaient fui les combats de Gisozi et qui nous dépassaient de loin en nombre.

¹⁴ Témoignage recueilli à Kigali le 22 juin 1995

C'était vers 10 heures lorsque les Interahamwe arrivèrent le 17 juin. Ils entrèrent dans l'église et devant eux se trouvaient Angéline Mukandutiye, le colonel Munyakazi, militaires, miliciens tous confondus. Mais avant d'entrer à l'intérieur de l'église, ces assassins ont eu quand même quelques minutes de réunion avec le redoutable Wenceslas, sans doute pour la bénédiction de leurs ignobles actes. Le voilà [Wenceslas] qui entre à l'intérieur de l'église avec un pistolet dans la main et deux soldats qui l'escortaient.

Angéline Mukandutiye fixait d'un regard furieux les réfugiés désespérés. Elle est montée jusqu'au tabernacle et elle m'a vue. C'était d'habitude ma grande amie depuis 1978. Elle m'a demandé où étaient les autres membres de ma famille. Je lui ai dit que je n'en savais rien car nous nous sommes réfugiés à des endroits différents. Elle m'a demandé de lui montrer des jeunes Tutsi qui étaient avec nous et qui passaient toute la nuit à tirer sur eux dans des quartiers. Sans aucune peur, je lui ai répondu que, dans l'église, il n'y avait pas de jeunes armés qui tiraient sur eux la nuit. Je lui ai demandé comment quelqu'un qui venait de passer plus d'une semaine sans rien bouffer pouvait se donner le luxe de passer toute la nuit à tirer sur des gens. Elle m'a fixé du regard et elle est partie vers les autres malheureux comme moi. Ce jour-là, elle a enlevé les jeunes qu'elle voulait. Ce jour-là, on a tué beaucoup d'hommes et deux filles. Les corps des victimes ont passé deux jours dans la cour de l'église de la Sainte-Famille.

Après, l'abbé Wenceslas a obligé les Tutsi qui restaient à transporter les corps des victimes pour aller les cacher aux journalistes et aux soldats de la MINUAR qui devaient venir pour l'évacuation. Le dimanche qui a suivi le jour du 17 juin [19 juin], Wenceslas n'a pas donné la messe à cause des corps qui jonchaient la cour. Le dimanche suivant [26 juin], il est venu pour la célébration de la messe avec son pistolet et [gilet] pare-balles. J'ai quitté la Sainte-Famille après la prise du pouvoir par le FPR.¹⁵

Immaculée Mukeshimana, agricultrice actuellement sans activité qui vivait dans la cellule de Bwahilimba, secteur de Rugenge, est l'une des réfugiés restés à la Sainte-Famille

jusqu'à la chute de Kigali. Cette dernière est mère de sept enfants. Avec une de ses filles, le 9 avril, après avoir été frappée à coups de machette, elle s'était réfugiée dans le principal hôpital public de Kigali, à savoir le Centre hospitalier de Kigali (CHK) et souffrait de graves blessures aux mains et à la tête. A sa sortie du CHK, elle s'était réfugiée à la Sainte-Famille où elle avait pu rejoindre quatre de ses enfants. Ceux-ci lui apprirent que leur frère aîné, Jean de Dieu Mazimpaka, élève de troisième année au lycée de Gahini, avait été tué par la milice le 14 avril à la Sainte-Famille. Son mari, Antoine Murashi travaillait à son compte en tant que chauffeur et mécanicien. Il s'était réfugié dans l'habitation d'un voisin et a été tué par la milice le 15 avril.

Souvent l'abbé Wenceslas nous refusait de quoi manger ou bien nous donnait quatre biscuits par jour. Le triage des gens Tutsi à aller tuer se faisait n'importe quand et par n'importe qui. Le 17 juin, il y a eu un triage de plus d'une centaine de Tutsi. Nous sommes restés là-bas sans protection. Presque tous les hommes Tutsi étaient finis. Nous étions dans le dénuement total.¹⁶

En outre, le 19 juin a eu lieu à la Sainte-Famille un autre massacre de plus d'une dizaine de jeunes hommes. Une fois encore, Munyeshyaka n'a non seulement pas porté assistance aux réfugiés mais il a aussi tout fait pour protéger les assassins en masquant les preuves de leurs atrocités. Anastase Karayiga est l'un des hommes que Munyeshyaka a obligé à dissimuler la vérité à la communauté internationale.

Très tôt le matin, le 20 juin, l'abbé Wenceslas et quelques gendarmes ont obligé les hommes qui restaient à la Sainte-Famille, dont moi, à soulever les corps des victimes qui étaient dans la cour de la Sainte-Famille. C'étaient des corps tués la veille. Il nous a obligés à aller déposer tous ces corps dans le garage de l'économat général de la Sainte-Famille. Il ne voulait pas que les journalistes étrangers qui accompagnaient la MINUAR dans ses évacuations trouvent ces corps gîtés sur la cour de l'église de la Sainte-Famille.

¹⁵ Témoignage recueilli à Kigali le 6 juillet 1995

¹⁶ Témoignage recueilli à Kigali le 18 mai 1995

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

Rose Rwanga (lire plus loin) décrit la manière dont Munyeshyaka a facilité l'assassinat d'un groupe de jeunes hommes qu'Angéline Mukandutiye avait fait enlever.

Dix-sept garçons qui avaient réussi à échapper aux exécutions furent rassemblés par une femme du nom d'Angéline. Elle les accusait d'être des *Inyenzi*. Ils déclarent que Munyeshyaka les connaissait très bien puisque cela faisait trois mois qu'ils étaient réfugiés à la Sainte-Famille. Emmenés devant Munyeshyaka, ce dernier fit mine de ne pas les reconnaître. Il demanda aussitôt au colonel Munyakazi de les emmener. On n'a jamais revu ces garçons.¹⁷

Bernadette Kanzayire, secrétaire générale de l'organisation de défense des droits de l'homme Association des volontaires de la paix (AVP), est partie dans l'après-midi du 7 avril de son lieu de résidence à Rugenge et s'est réfugiée au CELA du 7 au 22 avril. Elle en est partie après le massacre du 22 avril et a cherché la sécurité au Centre Saint-Paul. Elle a témoigné publiquement de la participation de Munyeshyaka à ce massacre ainsi qu'à un grand nombre de meurtres commis ultérieurement à la Sainte-Famille.

Lorsque, à partir du 15 avril 1994, les miliciens Interahamwe et les militaires venaient sélectionner des gens à tuer, ce prêtre n'a rien fait pour en dissuader les tueurs, ou, à défaut de pouvoir les en dissuader, pour en appeler aux autorités nationales voire internationales, en passant par ces canaux religieux.

C'est ainsi que vers le 15 avril 1994, les tueurs ont organisé l'enlèvement de plus de 120 Tutsi qu'ils ont massacrés dans le secteur de Rugenge... Aucune parole de désapprobation n'a jamais été prononcée par cet abbé, ni par Mgr Vincent Nsengiyumva, pour condamner ces assassinats.

Bernadette souligne la présence de Munyeshyaka à plusieurs massacres et sa passivité face au massacre d'innocents.

Le 22 avril 1994, au CELA : l'abbé Munyeshyaka se trouvait en compagnie des

plus hautes autorités de la préfecture de Kigali, y compris le préfet, le colonel Renzaho Tharcisse, le bourgmestre Jean Bizimana, le commandant de la brigade territoriale de Nyarugenge nommé Mugiraneza, en train d'assister aux forfaits des tueurs — sinon de les bénir — parmi lesquels une majorité d'Interahamwe, occupés à sélectionner des Tutsi destinés à la boucherie. Ce jour-là, 35 hommes adultes et jeunes hommes parmi ceux qui venaient d'être ainsi sélectionnés furent massacrés.

Le 17 juin 1994 : l'abbé Munyeshyaka a assisté au massacre d'une centaine de Tutsi dans l'arrière-cour de l'église de la Sainte-Famille. Les corps ont traîné en plein air trois jours durant.

Le 19 juin 1994 : l'abbé Munyeshyaka aurait accepté que des tueurs, au nombre desquels se trouvait la présidente des Interahamwe du secteur de Rugenge, Angéline Mukandutiye, en bénéficiant du soutien du lieutenant-colonel Munyakazi, enlèvent une dizaine de Tutsi. Sa thèse aurait été de dire que l'enlèvement de ceux-là était préférable au massacre de tous les réfugiés.

Au cours de toute cette période marquée par des enlèvements, jamais l'abbé Munyeshyaka n'a élevé de protestation contre ces tueries, au contraire, il s'est joint à Mgr Vincent Nsengiyumva pour affirmer que la concorde régnait parmi les réfugiés de l'église de la Sainte-Famille.

Au cours des opérations d'évacuation par la MINUAR, cet abbé mettait en avant les femmes et les jeunes filles, alors qu'il savait que les tueurs s'acharnaient d'abord et avant tout sur les hommes.

Bernadette décrit aussi les efforts de Munyeshyaka pour dissimuler la vérité aux journalistes.

Lorsque des journalistes étrangers sont venus observer par eux-mêmes la situation des réfugiés avec lesquels ils se sont entretenus, il a interdit à ceux-ci de dire la vérité. Il a ainsi ordonné à un garçon nommé Richard de dire qu'il était Hutu ; quant à feu Hyacinthe Rwanga (une jeune fille tuée le 17 juin 1994), il lui a interdit de dire que les Interahamwe, qui avaient tué son père et deux de ses frères, le 22 avril 1994 au CELA, continuaient à

¹⁷ *Le Journal Golias*, n° 5, édition spéciale, mai/juin, 1995.

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

s'acharner contre elle et les siens. (Lire plus loin le témoignage de la mère de Hyacinthe, Rose Rwanga.)¹⁸

ENTRAVE À L'ÉVACUATION DES RÉFUGIÉS

L'un des principaux faits reprochés à Munyeshyaka est son attitude lors des missions d'évacuation des réfugiés. A la suite de longues négociations entre le gouvernement par intérim, le FPR et la MINUAR, il a été demandé aux réfugiés de choisir de s'établir soit dans la zone contrôlée par le FPR soit dans celle aux mains du gouvernement, toutes deux en dehors de la zone des combats. La milice était bien entendu déterminée à contrarier les plans d'évacuation des Tutsi. L'attitude hostile des Interahamwe envers les réfugiés s'est renforcée lorsqu'ils ont su que la majorité d'entre eux avaient choisi la zone contrôlée par le FPR.

Ce matin de début juin où les soldats de la MINUAR sont arrivés pour évacuer un premier convoi, des Interahamwe patrouillaient. Trois convois sont partis en direction du territoire contrôlé par le gouvernement et ont pu franchir sans incident les points de contrôle. Cependant, en s'approchant des convois en partance pour la zone sous contrôle du FPR, les hommes de la milice ont proféré des menaces explicites, déclarant : "Ceux qui ne seront pas passés aujourd'hui, nous les tuons ce soir ou demain." Ces menaces n'étaient pas des paroles en l'air. Ainsi, ils établissaient des listes des réfugiés qui s'étaient présentés pour être évacués vers le territoire contrôlé par le FPR ainsi que de ceux qui s'étaient rassemblés en attendant désespérément de pouvoir monter dans les camions dès leur départ. Plusieurs des personnes alors évacuées se souviennent de certaines remarques telles que : "Mais il y en a beaucoup ici dont on pensait qu'ils avaient déjà été tués." En réalité, quatre convois sont partis pour la zone contrôlée par le FPR. Quatre-vingt-dix personnes devaient

officiellement rejoindre cette zone. En fait, la volonté de partir était telle que quarante-quatre autres se sont entassées dans les camions.

La première évacuation s'est bien déroulée. Après que les stations de radio étrangères ont transmis les nouvelles, la concentration de population dans l'église de la Sainte-Famille a augmenté considérablement. D'autres personnes de Kigali sont sorties de leur cachette et ont offert de l'argent aux gendarmes pour qu'ils les escortent jusqu'à la Sainte-Famille. Mais à la Sainte-Famille même, la crainte redoublait tant il paraissait clair que le gouvernement, les Interahamwe - et le Père Munyeshyaka - étaient déterminés à entraver les prochaines évacuations.

Le gouvernement par intérim a commencé par répandre la fausse information selon laquelle le FPR aurait tiré sur un convoi de réfugiés et a conclu qu'il ne pouvait donner son accord pour d'autres évacuations. Munyeshyaka a dès lors bien sûr tout fait pour mettre en danger la vie des réfugiés décidés à partir pour les zones contrôlées par le FPR.

Gorette Uwimana décrit les méthodes employées par Munyeshyaka pour punir les réfugiés voulant être évacués vers ces zones.

En juin, il y a eu évacuation de quelques réfugiés par la MINUAR vers Kabuga (zone contrôlée par le FPR). La procédure qu'on utilisait pour demander aux réfugiés le côté qu'ils voulaient regagner était désordonnée. Cela a causé la mort de beaucoup de réfugiés parce qu'ils se sont exposés à la mort en révélant leur penchant.

Les réfugiés écrivaient sur des petits papiers le côté qui les intéressait et ces papiers étaient confiés à l'abbé Wenceslas ; ce dernier transmettait la liste aux gens de la MINUAR. Alors, au lieu de maintenir le secret de cette démarche, l'abbé Wenceslas faisait une copie pour les miliciens et une autre pour la MINUAR.

Les soldats de la MINUAR classaient alphabétiquement les noms des personnes. Lorsqu'ils venaient évacuer, ils procédaient par cet ordre alphabétique. Ce qui était drôle c'est qu'ils voulaient séparer un enfant de sa maman. [Dans la majorité des cas, au

¹⁸ Citation tirée du *Journal Goliath*, mai/juin 1995.

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

Rwanda, chaque membre d'une même famille possède son propre nom et prénom]. Par exemple, un de mes enfants avait un nom commençant par la voyelle A et mon nom commence par U. Vous pouvez imaginer les retards qu'il y avait. En plus, il y avait des réfugiés qui étaient plus menacés que les autres, notamment les hommes et jeunes garçons Tutsi qu'il fallait évacuer les premiers. Pour la MINUAR il n'en était pas question. Il fallait aussi voir la lenteur avec laquelle ils accomplissaient cette évacuation.

Elle parle de la peur et de la détresse des réfugiés après la première évacuation. Pour elle, ce souvenir reste très présent :

Après le premier tour, il y a eu au moins l'intervalle d'une semaine avant qu'ils reviennent. Mais vous ne pouvez pas comprendre combien nous avons souffert dans cet intervalle. Je ne peux décrire la terreur absolue que nous avons ressentie. Comme la nuit approchait, nous attendions notre mort aux mains des Interahamwe. J'ai prié pour que la nuit ne vienne pas mais bien sûr elle est tombée. Alors, la terreur, dans sa forme pure et simple, s'est emparée de moi. Puisque l'abbé Munyeshyaka avait fait une copie [des listes] aux miliciens, ces derniers avaient eu l'occasion de connaître les gens qui n'étaient pas encore tués et qu'il fallait finir avant que la MINUAR ne revienne. Pour combler le tout, nous n'avions rien mangé pendant les trois jours suivant le départ du premier groupe. Les choses ne se sont pas arrangées quand le prêtre, qui est vraiment un être redoutable, a manifesté sa rage de voir tant de gens préférer la zone du FPR. Je vous assure, beaucoup de gens ont été tués dans cet intervalle de temps. Comme j'étais plus recherchée et que le nombre des réfugiés diminuait progressivement, la Soeur [la Mère supérieure des Soeurs de Calcutta] continuait à me cacher. Pendant cet intervalle, on a tué André Kameya, journaliste de *Rwanda-Rushya*, une revue qui était contre le régime dictatorial d'Habyarimana.

Le 13 juin, inquiète pour sa sécurité, Gorette a saisi l'occasion de quitter cette église devenue un lieu d'exécution. Mais cette chance de sauver sa propre vie allait la confronter à une terrible situation.

Finalement, les gens de la MINUAR sont revenus pour la deuxième fois. La Mère supérieure a convaincu un soldat de la MINUAR qu'il vienne me prendre. J'étais si prise de peur que je pensais qu'il compatissait. Mais quand le soldat est venu, je ne me cachais pas avec mes enfants. Il parlait l'anglais et puisque j'avais vécu en Ouganda, je lui ai expliqué que mes enfants se cachaient dans l'autre salle, qu'il fallait aller les prendre. Mais il m'a dit qu'il n'avait pas de temps à perdre. Il m'a pris le bras et m'a conduite vers la camionnette qui stationnait en face de la Sainte-Famille. Tout au long du chemin vers la camionnette, je criais à haute voix : "Je pars sans mes enfants, je laisse mes enfants..." Arrivés près de la cour, les miliciens étaient nombreux. Quand ils m'ont vue, ils ont beaucoup crié. Ils ont voulu sauter sur moi. Mais le soldat de la MINUAR a tiré en l'air et ses collègues sont venus pour l'aider. J'avais tellement peur, je ne pouvais pas marcher. Deux militaires m'ont soulevée et trois autres essayaient de disperser les miliciens qui voulaient m'arracher des mains des soldats. Tout le monde qui était à la Sainte-Famille assistait à la scène, y compris le fameux Wenceslas, soi-disant prêtre. Finalement la raison du plus fort a fini par l'emporter ; les soldats de la MINUAR m'ont fait arriver dans la camionnette.

La Mère supérieure prit les dispositions nécessaires pour que trois enfants de Gorette et sa jeune soeur puissent la rejoindre. Mais elle ne put trouver le fils de Gorette, Egide Nsabimana, âgé de 10 ans et élève de l'école primaire de la Sainte-Famille, qui se trouvait à l'intérieur de l'église. Il fut tué quelques jours plus tard par un tir d'obus.

Toutes les personnes évacuées ont souligné le fait que Munyeshyaka employait toujours le terme *Inyenzi* pour désigner les Tutsi (terme qui veut dire littéralement "cancrelat" et désigne péjorativement le FPR) pour montrer à celles-ci le danger qu'elles couraient en faisant "l'erreur" de choisir la zone contrôlée par le FPR.

Rose Rwanga et sa famille vivaient à Rugenge. Ils ont trouvé refuge au CELA. L'époux de Rose, un entrepreneur du nom de Charles Rwanga, et leurs deux fils, Degroot et



Wilson, ont été tués le 22 avril au CELA. Immédiatement après, Rose et sa fille, Hyacinthe Umotoni Rwanga, élève de sixième année d'une école de Mushubati, Gitarama, sont parties pour l'église de la Sainte-Famille.

Après cette tragédie, les autorités du CELA nous ont conseillé de regagner nos maisons ou d'aller dans l'église de la Sainte-Famille. Vu que nos maisons étaient complètement détruites, nous avons préféré nous rendre dans l'église de la Sainte-Famille. Dans l'église se trouvaient des réfugiés, environ deux mille. L'abbé Wenceslas Munyeshyaka a fait semblant de nous dire que nous allions être bien protégés. Là aussi dans l'église se trouvaient des Interahamwe. L'abbé Wenceslas nous mettait ensemble avec eux. Ces derniers ne faisaient que dresser la liste de ceux qui devaient être tués. Là où nous étions, des Interahamwe nous blessaient avec des mauvaises paroles. Ils nous terrorisaient. Nous étions fort traumatisés.

Quelques jours plus tard, l'abbé Munyeshyaka commença à interroger des réfugiés pour savoir le côté qu'ils voulaient rejoindre. On devait dire si on préférait le côté du FPR ou celui du gouvernement des génocidaires. Le choix devait en fait être secret. Mais ce n'était pas cela. L'abbé Munyeshyaka, après avoir dressé la liste des deux côtés, donnait une copie aux miliciens et une autre à la MINUAR. C'était une façon de nous livrer dans les mains sanguinaires des assassins. Souvent il nous menaçait lui-même en appelant à haute voix, et je cite : "Les descendants des *Inyenzi*, mettez-vous de côté pour vous faire inscrire." C'était la manière directe de nous exposer aux assassins puisque, comme je le disais, dans l'église de la Sainte-Famille nous étions mélangés. On était toujours candidat à la mort.

L'abbé Wenceslas circulait avec un fusil et il portait un [gilet] pare-balles. Il n'avait pas de sentiments pour nous. Il nous arrivait de passer cinq jours sans rien manger ni boire alors que l'abbé Wenceslas gardait la clé du magasin de vivres. Il faisait cela volontairement.¹⁹

Nadine Gatera, son époux et leurs trois enfants ont fui leur habitation de Nyarugenge et étaient parmi les réfugiés de la Sainte-Famille. Elle déclare :

¹⁹ Témoignage recueilli à Kigali le 29 avril 1995.

Il a commencé à lire la liste des gens qui avaient choisi de partir pour la zone contrôlée par le FPR. On pouvait percevoir sa colère et son ressentiment. Il a déclaré : "Je vais lire cette liste une seule fois et je ne me répéterai pas."²⁰

Depuis janvier 1992, Flaudouard Ntiyamira travaille au ministère des affaires étrangères. Il habite Kamuhoza, secteur de Kimisagara, Kigali. Sa maison a été attaquée le matin du 7 avril mais sa famille avait à l'époque déjà quitté les lieux. Le conseiller de Kimisagara, Rose Karushara, était l'un des assassins les plus déterminés dans Kigali.²¹

"Il disait que ça lui causait la nausée de voir des jeunes garçons venir lui demander d'être évacués."

Après lui avoir échappé pendant près d'un mois, Flaudouard a été attaqué le 5 mai par le fils de celle-ci, Pascal Karegeya. Blessé, il est parvenu à s'échapper pendant que son assassin potentiel était parti chercher des balles supplémentaires. Plus tard dans cette même journée, Flaudouard s'est rendu à la Sainte-Famille.

Ce que j'ai remarqué chez Wenceslas, il n'aimait pas les hommes et les jeunes garçons. Il disait que ça lui causait la nausée de voir des jeunes garçons venir lui demander d'être évacués.

Souvent, il nous refusait de l'eau et du bois pendant deux ou trois jours. Il disait qu'il fallait évacuer avant tout les filles et les femmes puisque c'était elles qui étaient les plus menacées. Ce n'était pas vrai. C'était actuellement le contraire.

Vers la fin du mois de mai, l'évacuation des réfugiés vers le côté préféré a commencé. On nous a obligés à faire une liste alphabétique. Mais ce n'était pas la liste

²⁰ Témoignage recueilli à Kabuga, Kigali rural, le 16 juin 1994.

²¹ Pour plus d'informations, consulter le document *Not So Innocent: When Women Become Killers*, African Rights, août 1995.

qu'on suivait lors de l'évacuation puisque l'abbé Wenceslas dressait sa propre liste. Il traitait des filles et des femmes seulement avec qui il entretenait des relations très étroites.

Quelquefois, Wenceslas refusait à la MINUAR l'évacuation des réfugiés en s'absentant le jour de l'évacuation alors que c'était lui le seul individu qui parlait avec les gens de la MINUAR pour l'autorisation d'évacuation. Après l'opération à Saint-Paul, le jour suivant vers 9 heures du matin, le Major Kinyoni est venu, avec le colonel Munyakazi pour faire la réunion avec Wenceslas, il y avait aussi l'inspectrice Angéline. Et après, les miliciens ont envahi l'église et ont tué au moins cent jeunes hommes Tutsi. Après cette tragédie, les miliciens nous ont obligés à battre les mains pour les remercier... A ce moment-là Wenceslas ne s'était pas fait voir. Il est revenu vers 12 heures, avec le lieutenant qui assurait la sécurité à l'église. Il a observé tous ces corps et on voyait que cela ne lui disait rien.

Le jour de mon évacuation, Wenceslas avait caché les corps des victimes d'un massacre du 19 juin 1994 dans le garage de l'économat général.

Munyeshyaka avait des femmes et des filles qu'il avait installées dans les chambres des prêtres visiteurs. C'étaient ces femmes et filles qui lui dictaient la liste des Tutsi à évacuer.

Malheureusement, l'épouse et les six enfants de Flaudouard n'ont pas survécu au génocide. Ils ont été tués à Kimisagara après que la milice a échoué dans sa tentative de tuer Flaudouard lui-même.²²

Albert Majoro, journaliste de Radio Rwanda, décrit les efforts fournis par le Père Wenceslas Munyeshyaka pour entraver le départ du second convoi.

Il nous a dit : "J'ai fait tout ce que je pouvais pour vous et maintenant vous me laissez pour partir chez les *Inyenzi*. Il n'y a rien à manger dans la zone des *Inyenzi*. Ils vous excluront." A la lecture des listes de personnes partant avec le second convoi, il a bien insisté : "Les *Inyenzi* par là, les autres de l'autre côté." Étant donné que les Interahamwe patrouillaient toujours, ils

circulaient et faisaient des commentaires du genre : "Ah, il reste encore tous ces *Inyenzi* parmi nous." Wenceslas les encourageait à utiliser ce langage qui était aussi le sien et à faire preuve d'hostilité du fait que nous avions décidé de ne pas partir pour les zones contrôlées par le gouvernement. Nous avons peur d'être exécutés avant l'organisation du départ du second convoi. Nous devions demander au Père Anaclet, qui venait de temps en temps se renseigner sur nous, de prier Wenceslas de ne pas nous exposer au danger.

William Rutaremara travaillait au service des enquêtes du département de la police civile de la MINUAR à Kigali. Il vivait au local de la JOC, dans la commune de Nyarugenge, secteur de Kiyovu. Il se trouvait à l'hôtel le matin du 7 avril lorsque la garde présidentielle a attaqué le local de la JOC, tuant ainsi trois filles Tutsi. Pendant près de trois semaines, il s'est caché dans le plafond des toilettes du local puis il a ensuite offert de l'argent à un gendarme pour que celui-ci l'escorte jusqu'à la Sainte-Famille. William décrit le temps écoulé entre la première et la seconde évacuations comme "une période de terrible torture psychologique" :

Non seulement le prêtre mais aussi les Interahamwe se sont montrés de plus en plus hostiles. Les gendarmes qui étaient censés garder l'église sont devenus de plus en plus réceptifs à cette animosité et ont commencé à collaborer plus ouvertement avec les Interahamwe au détriment des réfugiés.²³

Le second convoi a quitté la Sainte-Famille le 13 juin. Les Interahamwe attendaient de pouvoir compter le nombre de personnes en partance pour la zone contrôlée par le gouvernement. Ils étaient furieux quand ils se sont aperçus que personne n'avait choisi cette zone, dissuadé par le récit de ceux partis avec le premier convoi et qui étaient finalement revenus. Le Père Wenceslas ne pouvait cacher non plus son désarroi. Lui et les Interahamwe parvenaient mal à contrôler leur émotion lorsque trois camions remplis de

²² Témoignage recueilli à Kigali le 2 août 1995.

²³ Témoignage recueilli à Kabuga, à Kigali rural, le 16 juin 1994.

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

réfugiés sont partis pour le territoire sous contrôle du FPR. Quatre-vingt-dix personnes devaient occuper ces camions ; ce sont finalement trois cents qui sont parties.

Émile Rukondo décrit la double menace, à la fois de la part de Munyeshyaka et de la part de la milice, que les hommes devaient affronter. Il parle aussi du refus de Munyeshyaka de coopérer avec la MINUAR qui a fait des victimes inutiles parmi les réfugiés.

A mon arrivée à la Sainte-Famille, l'acte d'évacuation des réfugiés vers le côté qu'ils préféraient était déjà amorcé. Chaque réfugié inscrivait son nom sur un bout de papier et le glissait dans un carton. La collection de tous les papiers était faite par un certain Munyemana, Hutu originaire de Byumba, commune de Murambi, qui avait fui les menaces de Gatete²⁴ parce qu'il était adhérent au parti MDR Faustin. Munyemana remettait la liste complète à Wenceslas.

Le jour de l'évacuation, l'abbé Munyeshyaka donnait [à la MINUAR] sa liste rédigée personnellement. Nous étions étonnés de voir que nos noms ne figuraient pas sur sa liste. Il n'y mettait que des filles et femmes et quelques membres de famille de ces filles ou femmes.

Nous avons remarqué que l'abbé Wenceslas ne voulait pas que des hommes soient évacués et nous faisons tout notre possible pour nous présenter le jour de l'évacuation. Nous nous mettions sur des lignes ou en rang et il arrivait à l'abbé Munyeshyaka de nous frapper méchamment en disant qu'il ne fallait pas nous bousculer alors que c'était le "sauve-qui-peut". [L'évacuation] était dangereuse puisque les voitures de la MINUAR stationnaient sur la cour en face de l'église de la Sainte-Famille et les miliciens et autres assassins se mettaient un peu à côté pour attraper les réfugiés Tutsi qui allaient déraiper. Lorsqu'on sortait, il était difficile de regagner l'église. C'est ainsi que beaucoup de gens ont été tués lors de l'évacuation parce que l'abbé Wenceslas avait refusé que les voitures de la MINUAR entrent à l'intérieur de

l'établissement de la Sainte-Famille. Au contraire, il exigeait des réfugiés qu'ils sortent pour aller rejoindre le stationnement des voitures de la MINUAR, le trajet pour y arriver était vraiment piégé.

Une autre chose qui montre la méchanceté de Wenceslas est que plusieurs fois, lorsque la MINUAR venait pour l'évacuation il ne se faisait pas voir, il s'absentait alors que c'était bien lui qui devait donner à la MINUAR l'autorisation d'embarquer des gens vers le côté préféré entre les FAR et le FPR.

Après s'être enfuis du CELA à la suite du massacre du 22 avril, Dominique Rurangirwa et son frère jumeau, Anselme, n'ont pas trouvé de meilleure protection à la Sainte-Famille :

En mai, il y a eu la volonté de la MINUAR d'évacuer des gens selon le côté qui les intéressait. L'abbé Munyeshyaka qui devait remettre les listes à la MINUAR, a dit : "Vous les *Inyenzi*, inscrivez-vous sur cette liste. On vient vous évacuer." Il disait cela en présence de tous les réfugiés et les Interahamwe qui étaient aux aguets. Avant de remettre la liste, l'abbé Wenceslas faisait une copie aux commanditaires [du génocide] dont Nyirabagenzi et Mukandutiye qui étaient toujours de connivence avec l'abbé Wenceslas. C'est ainsi que les miliciens faisaient tout pour achever les hommes les plus recherchés avant leur évacuation. C'est à ce moment-là que j'ai vu Wenceslas avec un pistolet et un [gilet] pare-balles.

A deux reprises, Chantal Mugabushaka a subi ce qu'elle appelle des "interrogatoires" de la part de Munyeshyaka. Elle décrit la détermination de celui-ci à annuler toutes ses chances de partir.

Le Père Wenceslas m'a demandé si des personnes de ma famille étaient toujours en vie, je lui répondais à chaque fois que j'avais perdu tout contact avec ma famille. Mais lorsqu'il apprit que mon père avait réussi à rejoindre la zone contrôlée par le FPR, le Père Wenceslas a continué de me persécuter.

Des personnes du CICR et de la MINUAR venaient de temps en temps à l'intérieur du camp. Il y avait parmi eux mes chefs de bureau, dont un Canadien et un Américain. Ces derniers furent les seules personnes qui ont essayé d'approcher le camp pour

²⁴ Jean Baptiste Gatete, ancien bourgmestre de Murambi, est un des principaux responsables du génocide et a mené des attaques dans toute la préfecture de Kibungo.

connaître le climat qui y régnait. J'ai essayé de discuter avec eux pour obtenir de ces derniers une aide internationale quant à l'organisation d'une prochaine évacuation. Mais je ne suis pas arrivée à ce que je voulais, le Père Wenceslas m'ayant interdit tout contact avec l'extérieur du camp. En fait, il souhaitait la mort de toutes les personnes qui avaient trouvé refuge dans l'église. D'autant qu'il avait interdit tout apport de nourriture. Il stockait la nourriture que les gens apportaient. Il daignait toutefois distribuer des petits biscuits pour une partie des enfants qui étaient à l'intérieur du camp.

Au cours d'un interrogatoire, l'abbé Wenceslas m'a déclaré qu'il savait que j'étais une *Inyenzi* et que quoi que nous fassions nous allions de toute façon mourir. Par la suite, j'ai tenté à plusieurs reprises d'avertir la MINUAR pour qu'elle organise une évacuation rapide de notre camp.

Au Centre Saint-Paul, même si la situation n'était pas meilleure qu'ici, il y avait au moins un prêtre qui faisait son possible pour prendre la défense des réfugiés. J'ai tenté à plusieurs reprises de rejoindre le centre, mais à chaque fois le Père Wenceslas me faisait savoir que si je quittais le camp j'encourais un grand danger.

Finalement, Chantal a pu s'échapper de la Sainte-Famille grâce à l'aide de son collègue américain qui a payé les gendarmes pour lui permettre de fuir. Elle est ensuite allée à l'hôtel des Mille Collines. Mais même là-bas, elle était toujours persécutée par Munyeshyaka:

Un officier qui commandait le camp d'où nous étions partis, avait aussi la responsabilité de la sécurité de l'hôtel. Il m'a alors fait savoir que le Père Wenceslas lui avait dit que je n'avais reçu aucune autorisation pour quitter le camp. Et que si j'enfreignais son avertissement, j'encourais la mort. Soutenu par un comité des réfugiés, j'ai refusé de le suivre.

Les personnes évacuées ayant laissé derrière elles des parents et des amis ont été plongées dans un désarroi encore plus profond lorsque, le 14 juin, des nouvelles ont filtré annonçant que les miliciens avaient exécuté soixante hommes et jeunes garçons qu'ils avaient enlevés au Centre Saint-Paul.

Hugh McCullum, journaliste canadien en mission avec le Conseil des Églises de toute l'Afrique (CETA) est un étranger qui a été directement témoin des menaces de Munyeshyaka envers les réfugiés. Il relate son souvenir de Munyeshyaka dans un livre publié récemment, relatif à la réaction des Églises face au génocide :

La deuxième fois que je me suis rendu à l'église [de la Sainte-Famille], c'était le 3 juin à bord d'un convoi de la MINUAR conduit par le Brigadier Anyidoho [en compagnie de deux autres journalistes].

Lorsque nous sommes arrivés, 500 personnes étaient alignées et réparties en deux groupes dans l'enceinte. Elles faisaient peine à voir et serraient dans leurs mains leurs maigres effets personnels. Beaucoup de femmes portaient dans leur dos des nourrissons. Elles avaient l'air effrayées tout en semblant espérer et paraissaient étrangement passives. Elles étaient sales et très maigres. Le plus petit groupe était composé des personnes voulant rejoindre la zone contrôlée par les FAR ; les autres souhaitaient partir pour Kabuga, une banlieue de Kigali déjà "libérée" par le FPR.

Nous pouvions voir les miliciens patrouillant sur les routes aux abords de l'église. Des officiers des FAR et de la gendarmerie nous encerclaient et parlaient avec les officiers de la MINUAR mais notre attention était rivée sur un homme d'environ trente-cinq ans, bien de sa personne, qui était muni d'un haut-parleur et d'un pistolet à la ceinture. Comme il avançait en lisant tout haut les noms inscrits sur la liste, une femme imposante portant un gilet de camouflage vérifiait chaque identité. Elle devint beaucoup plus nerveuse quand il apparut que la large majorité des personnes à évacuer voulaient se rendre à Kabuga.

Ces deux personnes étaient très bien connues. Le Père Wenceslas Munyeshyaka était le prêtre de cette énorme église vieille de soixante ans. La femme qui l'accompagnait était Odette Nyirabagenzi.

Lorsque nous, les trois journalistes, nous sommes promenés ici et là pour prendre des photos et essayer de questionner les personnes à évacuer, il paraissait clair que ces deux personnes

étaient furieuses mais qu'elles ne pouvaient rien y faire tant que nous et la MINUAR étions présents. Nous avons entendu le qualificatif *Inyenzi* prononcé inlassablement. Peu de gens nous parlaient en français et ceux qui le faisaient prenaient bien soin de ne pas être vus par le prêtre et le chef de la milice. Ils semblaient moins craindre les soldats du gouvernement ou les gendarmes. Ils nous ont déclaré : "Nous sommes très affamés. Il n'y a pas de nourriture. Caritas [organisation catholique d'aide d'urgence] ne vient qu'une fois de temps en temps. On n'est pas en sécurité ici. Ces miliciens là-bas [montrant du doigt les routes avoisinantes] nous tuent et nous battent. S'il vous plaît, aidez-nous à nous enfuir."

Odetta Nyirabagenzi a vigoureusement refusé de nous parler mais le Père Wenceslas a lancé une diatribe contre le FPR qui selon lui pilonnait les alentours de l'église. Il y avait des trous dans le toit du presbytère et au-dessus du sanctuaire de l'église.

"Nous avons été touchés à quatorze reprises. Non, ce n'est pas un lieu sûr. Le FPR nous tire tous dessus mais il tue aussi les siens [les Tutsi] et les gens qui vivent dans cette commune sont furieux. Je ne leur en veux pas vraiment, mais j'essaie d'aider tout le monde - Hutu comme Tutsi - parce que nous les connaissons tous. Le problème n'est pas aussi simple que vous, journalistes occidentaux, vous le décrivez. C'est un problème semblable à l'apartheid. La minorité veut reprendre le pouvoir, c'est donc un problème politique. Nous voulons simplement que la guerre cesse et qu'on renvoie le FPR d'où il vient. S'ils n'avaient pas entrepris cette guerre, toute cette tuerie aurait déjà cessé depuis longtemps. Nous devons arrêter la guerre avant que le pire ne se produise."

Le Père Wenceslas a posé à contrecœur pour quelques photos et a reparcouru sa liste pendant que les gens montaient dans les camions, aidés par les soldats de la MINUAR venant du Ghana. La tension s'est accrue lorsqu'il est clairement apparu qu'au lieu d'environ cent réfugiés en partance pour Kabuga, il y en avait à présent plusieurs centaines. Les camions étaient bondés et leurs bâches latérales étaient bombées. Un seul camion est parti pour la zone contrôlée par le gouvernement par intérim. L'hostilité

grandissait alors que notre groupe n'était pas encore parti. Les Tutsi que nous avons laissés derrière nous étaient terrifiés parce que, comme nous l'avons appris plus tard, ils devenaient maintenant des cibles identifiables pour un Munyeshyaka furieux.

Près de deux mois plus tard à Nairobi, McCullum a rencontré une des personnes évacuées, Josepha Umwangavu, la soeur âgée de dix-neuf ans d'un de ses collègues du CETA, Jean Bosco Mukulira. Elle s'est souvenue de la visite de McCullum à la Sainte-Famille et lui a parlé de Munyeshyaka :

Je vous ai vu là-bas ce vendredi là avec d'autres *bazungus* [terme utilisé pour qualifier les Blancs]. Vous preniez des photos et vous parliez au prêtre... Ce prêtre - vous le connaissez. Vous devez avoir sa photo. C'est un assassin. Il a organisé l'exécution de Tutsi juste derrière l'église. Il était très en colère de voir que vous journalistes vous le preniez en photo. Il a demandé aux Interahamwe de vous attaquer et cet après-midi là, il a tué plusieurs personnes - dix je crois... D'abord nous avons cru qu'il voulait nous aider mais il est soudain devenu très agressif envers nous les Tutsi, et presque quotidiennement, il livrait certains d'entre nous aux assassins. Il prétendait face à vous et aux forces des Nations Unies qu'il se souciait de nous tous. Mais il voulait notre mort. Nous étions ses otages. Il nous utilisait pour dissuader le FPR d'attaquer.²⁵

Josepha Umwangavu est l'une des survivantes ayant porté plainte en France contre Munyeshyaka.

²⁵ Hugh McCullum, *The Angels Have Left Us: The Rwanda Tragedy and the Churches*, ouvrage publié par le Conseil mondial des Églises, Genève, p. 45-48. Ndt : Cette traduction n'est pas la traduction officielle française, ce livre n'ayant pas été publié en français.

SÉVICES SEXUELS CONTRE DES RÉFUGIÉES

Presque systématiquement, tous les survivants de la Sainte-Famille interrogés par African Rights ou par *Golias Magazine* ont accusé le Père Munyeshyaka d'avoir abusé de réfugiées. Profitant de la crainte des femmes Tutsi de voir porter atteinte à leur vie ou à celle de leurs proches, ce dernier a offert d'importantes compensations à celles qui se sont soumises. Ainsi, il a facilité leur transfert, et celui de leurs familles, à l'hôtel des Mille Collines, plus confortable mais aussi plus sûr. En outre, ces femmes et ces jeunes filles avaient à leur disposition à la Sainte-Famille un logement équipé d'une douche et étaient bien nourries. Immaculée Mukeshimana raconte :

Cependant il avait privilégié certaines belles filles et femmes qu'il avait hébergées dans les trois chambres, derrière le bureau de Caritas à la Sainte-Famille. On aurait dit que ces filles et femmes n'étaient pas des réfugiées ; elles mangeaient très bien, elles se lavaient, bref elles étaient gâtées par Wenceslas. C'étaient ses concubines qu'il évacuait petit à petit à l'hôtel des Mille Collines. Il aimait beaucoup les filles et nous le voyions très bien nous qui étions à la Sainte-Famille.

Rose Rwanga, qui affirme que Hyacinthe, sa fille de 16 ans, a refusé d'avoir des rapports sexuels avec Munyeshyaka, témoigne également de l'attirance du prêtre pour les femmes et les jeunes filles :

L'abbé Wenceslas avait eu l'occasion de draguer les belles filles Tutsi et celles qui satisfaisaient à ses besoins, il les évacuait à l'Hôtel des Mille Collines, celles qui refusaient ses propositions n'étaient pas évacuées à l'Hôtel des Mille Collines où le calme était relativement rétabli. Ses propositions n'étaient rien d'autre que de faire l'amour avec lui.

La fille de Rose a été tuée par la milice le 17 juin. Rose pense que Munyeshyaka a refusé de protéger sa fille parce que celle-ci n'avait pas accepté de se soumettre :

Le 17 Juin 1994, l'abbé Wenceslas est venu le matin pour nous dire que les *Inkotanyi* avaient tué tous les Hutu qui étaient à Saint-Paul et qu'ils avaient pris les Tutsi seulement. Il continuait en nous disant que nous ne devions pas être étonnés du geste que les Interahamwe allaient poser à leur tour. Il voulait nous dire que les Interahamwe allaient venir se venger contre les Tutsi qui étaient à la Sainte-Famille.

Ma seule fille unique qui restait avec moi a supplié l'abbé Wenceslas pour que ce dernier la cache. Mais il a refusé parce que ma fille lui avait refusé l'amitié. Elle n'était pas son amie. Néanmoins, Wenceslas a caché d'autres filles qui répondaient convenablement à ses propositions. Vers 10 heures, les Interahamwe sont venus. Ils ont trié beaucoup d'hommes et de jeunes garçons dont nous n'avons pas pu connaître le nombre, plus deux filles dont la mienne. Les Interahamwe les ont tous fusillés. Ma fille a trouvé la mort à côté de moi. Je m'attendais à ce que moi aussi je sois fusillée. Mais celui qui allait m'achever m'a laissée comme ça. Jusqu'à aujourd'hui je me demande pourquoi. Les miliciens qui me connaissaient disaient que s'ils me tuaient ce serait en quelque sorte me soulager. Alors ils avaient préféré me laisser souffrir seule puisque toute ma famille était terminée. C'est bien connu que l'abbé Wenceslas voulait forcer les filles à coucher avec lui. Ce n'est pas seulement ma fille qui me l'avait dit.²⁶

"Enfin l'abbé Wenceslas aimait les filles. Là où nous étions, nous voyions les filles monter et descendre l'étage surtout la nuit pour aller voir Wenceslas."

Dans une interview accordée ultérieurement à la BBC, Rose déclare que Munyeshyaka a laissé entrer les miliciens et les a aidés à identifier les Tutsi. Une des milices a ensuite essayé d'enlever Hyacinthe.

Puis ma fille a dit : "Non, je n'irai pas. Je reste ici et je préfère être tuée comme les hommes." Alors, l'Interahamwe a pris son arme et a tiré. Ma fille s'est écroulée. Je suis restée auprès d'elle jusqu'à ses

²⁶ Témoignage recueilli à Kigali le 29 avril 1995.

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

derniers instants. Il a fallu deux jours avant qu'on puisse l'enterrer. Voilà pourquoi je condamne si fermement ce prêtre et je suis déterminée à me rendre dans n'importe quel tribunal, où qu'il soit, pour qu'il explique pourquoi il a laissé tuer ma fille. Je n'ai pas peur. C'était le 17 juin à 11 h 00.²⁷

Voilà ce que raconte Chantal Mugabushaka, interrogée sur la plainte pour sévices sexuels déposée contre le Père Munyeshyaka :

[N]on seulement il violait lui-même mais il faisait violer par les gendarmes. S'il avait empêché les gendarmes de pénétrer à l'intérieur de la paroisse, les choses ne se seraient pas passées ainsi. La nuit, les gendarmes venaient en toute impunité pour chercher des femmes.

En ce qui concerne le prêtre, je connais personnellement le cas d'une jeune fille qui avait à peine 16 ans, et dont il a fait sa "femme".

Dominique Rurangirwa conclut un long témoignage par le récit des visites nocturnes rendues aux femmes et aux jeunes filles par Munyeshyaka :

Enfin l'abbé Wenceslas aimait les filles. Il avait réservé quatre chambres, juste en face de la maison en étage qu'il occupait dont la cave servait d'infirmerie. Ces chambres étaient réservées aux belles filles et femmes qu'il fréquentait souvent avant de les évacuer. Là où nous étions, nous voyions les filles monter et descendre l'étage surtout la nuit pour aller voir Wenceslas.

Liberata parle aussi du faible du Père Wenceslas pour les femmes et des nombreuses occasions que le génocide lui a fournies pour assouvir son désir charnel.

Toutefois certains réfugiés bénéficiaient d'un traitement de faveur de la part de Wenceslas, et notamment des femmes. En effet il avait pris pour habitude de se rendre dans les dortoirs des filles. Il en favorisait certaines, et s'occupait d'elles de façon suspecte.

[D]'autant plus suspecte qu'il en faisait évacuer certaines vers des endroits plus sûrs en laissant leurs mères sur place. Certaines avaient des chambres personnelles avec douche, et repas assuré.

Interrogée sur la raison pour laquelle le prêtre favorisait certaines femmes, Liberata explique :

Wenceslas est une personne qui bien avant la guerre aimait la compagnie des femmes, de préférence jeunes et jolies. Il les aguichait par des petits cadeaux, comme des crèmes de beauté.

Pendant la guerre, il emmenait des jeunes femmes à l'hôtel des Mille Collines, où il allait parfois passer la nuit quand les combats augmentaient d'intensité, ou alors au camp militaire de Kigali. [L]orsque le FPR a mené un raid sur l'église de la Sainte-Famille et le Centre Saint-Paul pour libérer les réfugiés, Wenceslas, averti du danger, avait pris la fuite. Les filles qui avaient accepté de coucher avec Wenceslas eurent la vie sauve, par contre celles qui s'étaient refusées furent livrées aux mains des miliciens. Il a violé des femmes comme les autres miliciens.

Un certain nombre d'hommes réfugiés interrogés par African Rights doivent leur survie au fait que les femmes obligées d'avoir des rapports sexuels avec Munyeshyaka ont accepté de les inclure à la liste des personnes proches à évacuer. Anastase Karayiga, dont l'expérience est relatée plus haut dans le document, fait partie des hommes qui ont eu cette chance :

La MINUAR lui avait proposé de faire des listes alphabétiques de tous les réfugiés de son ressort et de demander à chaque réfugié le côté qu'il souhaitait joindre. Mais l'abbé Wenceslas a dit aux soldats de la MINUAR qu'il allait lui-même trier dans ses réfugiés ceux qu'il fallait évacuer les premiers. Il faisait allusion aux filles et femmes qui étaient ses concubines. Même si les enlèvements visaient toujours les hommes, Wenceslas ne mettait sur la liste à transmettre à la MINUAR que des membres de la famille des filles et femmes qu'il courtisait.

Par exemple, moi j'ai été évacué parce qu'il y avait une fille qui m'a mis sur la liste le 20 juin 1994. Cette fille ne me connaissait

²⁷ Interrogée dans le reportage intitulé "The Bloody Tricolour", *Panorama* BBC1 TV, 20 août 1995.

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

pas, je ne sais pas si c'est par sympathie qu'elle est venue et m'a dit que l'abbé Wenceslas lui a dit de mettre des membres de sa famille sur un papier. La fille a eu pitié de moi et m'a mis sur la liste ainsi j'ai été évacué. En cas de besoin je peux vous montrer cette fille-là.

Émile Rukondo, quant à lui, n'a pas eu autant de chance :

Un jour je me suis adressé à une fille qui était parmi les concubines de Wenceslas. C'était pour la supplier qu'elle me mette sur la liste et la fille nous a mis sur la liste, nous étions au nombre de six hommes. Lorsque la fille a donné le papier à Wenceslas, ce dernier l'a déchiré immédiatement en disant, je cite : "Ce n'est pas ceci que je t'ai demandé." L'abbé Wenceslas aimait des filles, il avait fait loger quelques belles filles Tutsi près de sa maison et tout le monde voyait son but qui n'était rien d'autre que celui de coucher avec elles. Après, il les évacuait lui-même à l'Hôtel des Mille Collines.

Munyeshyaka a bien sûr tenté de nier les accusations de sévices sexuels. Mais les arguments qu'il a avancés auprès des journalistes sont loin d'être convaincants :

A la Sainte-Famille, nous n'avons eu à déplorer que la mort de deux femmes. Si l'on en croit ces témoignages, cela signifierait que les milliers de femmes rescapées ont dû me faire des avances pour être sauvées. J'aimerais au moins être confronté à ces femmes qui m'accusent.²⁸

Ces déclarations sont particulièrement malhonnêtes. En effet, Munyeshyaka est accusé d'avoir fait évacuer à l'hôtel des Mille Collines ces femmes et ces jeunes filles qui acceptaient d'avoir des rapports sexuels et non de les avoir laissées à la Sainte-Famille.

Parlant plus spécialement de Rose Rwanga, Munyeshyaka ajoute :

²⁸ Alain Frilet, « Le père Wenceslas : "Pure calomnie", le prêtre rwandais accusé de génocide réfute les témoignages à charge », *Libération*, 15 août 1995.

Quant à cette mère, elle fait des affirmations gratuites. Sa fille a été tuée le 17 juin avec 49 personnes en représailles du raid de l'Armée patriotique rwandaise sur Saint-Paul qui avait fait de nombreuses victimes Hutu. J'ai été profondément peiné par l'assassinat de cette fille, et j'ai tenu personnellement à organiser ses obsèques dans notre jardin paroissial.²⁹

S'il existe dans cette affaire un quelconque semblant de justice, Munyeshyaka pourra être "confronté", comme il le désire, aux femmes qui l'accusent. Rose Rwanga a pour sa part déclaré : "Je n'hésiterai pas à lui dire droit dans les yeux que c'est lui qui a tué mes enfants." Elle a aussi une autre question à lui poser :

Si Munyeshyaka croit qu'il n'a rien fait, s'il croit qu'il est innocent, qu'il vienne à Kigali pour parler avec les chrétiens de la Sainte-Famille.

J'ai entendu dire que l'abbé Munyeshyaka bénéficie de nombreux soutiens et qu'il travaille en France. Que fait-il là-bas ?³⁰

AFFICHER SA TENDANCE POLITIQUE : LA LETTRE AU PAPE

Entre la date de son départ de Kigali et celle de son arrivée en France en septembre, le Père Munyeshyaka a séjourné à Goma. Le 2 août, Munyeshyaka et vingt-huit autres prêtres ont adressé une lettre ouverte au Pape, un document très politique dans lequel ils affichent ouvertement leur sympathie pour le gouvernement par intérim. Ainsi, Munyeshyaka et ses confrères écrivent :

Tout le monde le sait, sauf qui ne veut pas le voir ou le comprendre, [que] les massacres qui ont eu lieu au Rwanda sont le résultat de la provocation et du harcèlement du peuple rwandais par le FPR. Parler de génocide en insinuant que ce sont les seuls Hutu qui ont tué les Tutsi, c'est méconnaître que Hutu et Tutsi ont été tous les bourreaux les uns des autres. Nous osons même affirmer que le

²⁹ Alain Frilet, « Le père Wenceslas : "Pure calomnie", le prêtre rwandais accusé de génocide réfute les témoignages à charge », *Libération*, 15 août 1995.

³⁰ *Le Journal Goliath*, n° 5, mai-juin 1995.

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

nombre de Hutu civils tués par l'armée du FPR dépasse de loin les Tutsi victimes des troubles ethniques.

Frustrés de la défaite du gouvernement par intérim, les prêtres accusent la communauté internationale de ne se préoccuper "que des Tutsi", qu'ils décrivent comme la "minorité dominante" qui "monopolise tous les droits". La responsabilité de la mort des hommes d'Église et de la destruction des églises et des biens de celles-ci est attribuée à "certains prêtres ayant participé activement aux intrigues subversives du FPR". Les signataires de cette lettre sont particulièrement inquiets du projet de création d'un tribunal international. Ils rejettent la décision du nouveau gouvernement de rayer du futur paysage politique rwandais le parti du Président Habyarimana, le MRND et une formation alliée encore plus radicale, la CDR. En fait, oubliant le rôle clef joué par les Forces armées rwandaises (FAR) dans le génocide et les assassinats d'opposants politiques, les prêtres demandent que les FAR soient intégrées à l'armée nationale.

LA RÉPONSE DU PÈRE MUNYESHYAKA À SES ACCUSATEURS

Honnêtement, j'ai plutôt à être récompensé pour ce que j'ai fait... Je suis prêtre, je le jure au nom de Dieu, j'ai fait ce que j'ai pu.

Que ce soit par choix ou à la demande de ses protecteurs au sein de l'Église, Munyeshyaka n'a pas perdu une occasion de réfuter les accusations lancées contre lui. Il y a quelques mois, il a accepté une entrevue avec Jean-Louis Nylinkwaya, étudiant rwandais vivant en France et dont la mère et les soeurs étaient des réfugiées de la Sainte-Famille. Celle-ci était placée sous la houlette d'E. Jubineau, journaliste de France 3 Montpellier. La cassette n'a pas été montrée mais le texte a été publié par *Golias Magazine*.

Après un récit de ses actions "héroïques" à la Sainte-Famille et de son

"hostilité" immédiate à la milice et après s'être présenté comme "un des premiers" à avoir "protêté" contre les massacres, Munyeshyaka a exprimé sa surprise et sa colère face aux critiques visant son attitude :

Munyeshyaka : Et en Europe, en ce moment, il y a de faux témoignages sur mon rôle... J'aurais eu un pistolet, j'aurais livré des gens, donné des listes... Tout cela est faux. Vraiment. Je peux vous dire que je suis parmi les gens qui ont le plus sauvé de gens. J'ai placé 80 personnes à l'hôtel des Mille Collines.

Question : Alors pourquoi on raconte de telles choses ?

Munyeshyaka : Il y a plusieurs raisons. De toute façon vous pouvez vérifier au niveau du quartier, dans les bureaux des ministères. La plupart des gens ont été rescapés à la Sainte-Famille et à Saint-Paul au risque de ma vie.

Question : Comment expliquez-vous alors que des personnes rescapées disent le contraire ?

Munyeshyaka : Ce n'est pas tout le monde. Il faut vérifier...

Question : On vous disait aussi très proche de l'archevêque de Kigali, lui-même complètement inféodé à l'appareil d'État, au point que certains soutenaient que vous étiez son véritable fils spirituel ?

Munyeshyaka : C'était mon évêque. Tout prêtre est proche de son évêque.

Question : Que pensez-vous quand même de ses positions qui ont toujours été proches du régime Habyarimana ?

Munyeshyaka : Je ne veux pas parler de lui. Il est mort. Ses positions l'engageaient personnellement. Il ne me consultait pas.

Personnellement, les miliciens ont tenté de me tuer trois fois. Durant la nuit du 4 avril, ils m'ont même blessé au visage. J'ai quitté Kigali car j'ai obéi aux consignes : "Il faut quitter la capitale." Il y a des témoins.

Question : Quel est votre itinéraire à partir de votre départ de Kigali ?

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

Munyeshyaka : J'ai quitté Kigali le 4 juillet. Kigali est tombée le 5 juillet. Je n'ai jamais voulu abandonner ces gens-là, mais avec les faux témoignages qui circulent sur moi, je ne peux plus risquer ma vie là-bas.

Question : De faux témoignages recoupés quand même par d'excellents journalistes ; d'autre part beaucoup de Hutu ont caché des Tutsi, tout le monde le sait et le dit. Or, vous concernant, tout le monde vous décrit vous promenant en toute décontraction avec gilet pare-balles et pistolet. Qu'en est-il ?

Munyeshyaka : J'avais vraiment trop de menaces. J'ai risqué ma vie. Des miliciens ont failli me descendre et j'ai dû me rendre dans plusieurs endroits pour sauver des gens. J'avais peur d'être tué par une machette. J'ai eu peur, je me suis armé ; c'était pour dissuader.

Question : N'avez-vous pas à rendre compte de ce que vous avez fait à Kigali ?

Munyeshyaka : Honnêtement, j'ai plutôt à être récompensé pour ce que j'ai fait.

Question : Comment alors expliquez-vous ces accusations ?

Munyeshyaka : Elles ne sont pas solides. Moi je vous dis que j'ai sauvé des gens. J'ai fait évacuer des personnes par la MINUAR.

Question : Comment ont-elles été évacuées ? Aviez-vous des listes pour aider les miliciens ?

Munyeshyaka : Chacun inscrivait son nom sur un carton. Avec ces listes il n'y avait pas de nom de famille. Il fallait donc les identifier, sinon on prenait les uns pour les autres. Et les listes, je les donnais à la MINUAR.

Question : Et aux miliciens aussi ?

Munyeshyaka : Non ! Il fallait travailler en silence, pas crier contre eux...

Question : Pourquoi vous cachez-vous ici ?

Munyeshyaka : Ça ne vous regarde pas.

Question : Il est surprenant quand même qu'un prêtre rwandais de Kigali se retrouve à Bourg-Saint-Andéol ?

Munyeshyaka : Mais il y en a beaucoup d'autres dans d'autres villages, d'autres paroisses.

Question : Quelles sont les autorités qui vous ont affecté ici ?

Munyeshyaka : Les autorités religieuses. Un point c'est tout. Je suis arrivé ici après avoir pris l'avion. Un point c'est tout. J'étais dans un camp de réfugiés puis on m'a dit de partir en France me reposer et faire des études.

Question : Quelles sont les autorités religieuses qui vous ont envoyé ici ?

Munyeshyaka : Ce sont mes supérieurs qui m'ont envoyé ici. Ce sont les autorités de Kigali. Je vais vous dire très sincèrement ce qui s'est passé : avec les miliciens il fallait se taire. J'ai donc travaillé dans le silence.

Question : Combien de personnes se sont réfugiées à la Sainte-Famille ? Combien ont été tuées ?

Munyeshyaka : Il y a eu une grande vague de déplacés. J'étais tout seul. Il fallait que je me débrouille pour sauver ces gens, les soigner, les faire manger. J'étais dépassé. J'ai fait ce que j'ai pu. Je suis prêtre, je le jure au nom de Dieu, j'ai fait ce que j'ai pu.

Il y a d'autres prêtres qui ont été éclaboussés, et moi parce que j'étais à Kigali, on me charge. D'autant qu'avant la guerre un journal pro-FPR, *Le Flambeau*, a publié un article contre moi. Il ne faut pas oublier que toute la famille de ma mère a été exterminée. On cherche un bouc émissaire.

Question : Pourtant il y a beaucoup de témoins qui vous accusent avec précision ?

Munyeshyaka : J'ai essayé de faire ce que je pouvais. Le reste c'est des ragots. Nous les Rwandais, nous ne tirons pas les leçons de ce que nous avons vécu.

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

Question : Et si on vous traduisait en justice ?

Munyeshyaka : J'irai. Qu'on instruisse mon dossier.

Question : Est-ce que vous ne regrettez rien ? Avez-vous des menaces ?

Munyeshyaka : Je n'avais pas le choix. Il fallait apparaître comme pro-milicien. Si j'avais eu une autre attitude, on aurait tous disparu.

Question : C'est pour cela qu'il y a des accusations contre vous ?

Munyeshyaka : Oui, mais il y a beaucoup de gens qui savent ce que j'ai fait.

La commission d'enquête CLADHO-Kanyarwanda sur le génocide à Kigali a désigné Munyeshyaka comme le prêtre le plus déterminé à poursuivre le génocide à Kigali. Dans une lettre datée du 21 avril et adressée au président de cette commission, Munyeshyaka cherche à discréditer les informations recueillies :

Je tiens à vous rappeler que l'Église n'est pas une institution de sécurité publique, elle n'en a d'ailleurs pas les moyens.

Qu'auriez-vous fait à notre place devant une jeunesse en rage, brandissant devant vous massues, machettes, grenades, pierres et fusils ? Qu'auriez-vous fait ? Notre devoir était d'alerter qui de droit afin de prévenir et d'empêcher les massacres. Nous l'avons fait avec promptitude. J'ai insisté pour obtenir une équipe permanente de gendarmes à la paroisse de la Sainte-Famille et Saint-Paul. Malheureusement leur petit nombre ne permettait pas de s'opposer totalement à l'invasion de centaines de miliciens. Ces gendarmes étaient régulièrement bousculés et calomniés par la milice. Quand je me suis rendu compte de leurs limites, j'ai moi-même écrit au général Dallaire pour demander cette fois-ci la présence des casques bleus. Je n'ai jamais eu de réponse. J'étais tout seul à affronter cette situation.

Le fait de m'opposer régulièrement aux miliciens m'a valu d'être pris comme cible. J'ai échappé à la mort plus de trois fois. Ces menaces, il fallait les prendre au sérieux :

j'avais peur que les miliciens m'interceptent et me tuent à coup de machette.

Devant ces problèmes, la gendarmerie m'a donné un pistolet — dont elle a gardé les références — dans un but précis : la dissuasion. Suite aux pilonnages quotidiens de l'APR, qui n'hésite même pas à tirer sur notre localité, j'ai acheté un gilet pare-balles pour me protéger davantage. Les violences obligeaient même les journalistes étrangers à se faire accompagner par les soldats de la MINUAR. Des gilets pare-balles leur étaient distribués et je comprends mal comment moi, qui vivais constamment dans ce milieu infesté, je n'avais pas le droit de me protéger. A ma connaissance, cela ne constitue pas un crime contre l'humanité.

Selon Munyeshyaka, les journalistes étrangers qui se sont rendus à Kigali ont exagéré l'importance de ce pistolet et de ce gilet pare-balles parce qu'ils étaient déçus de le voir si circonspect :

Ce fait a été amplifié par certains journalistes qui se laissaient emballer par certains milieux. Je sais que je les ai déçus. Je ne pouvais pas déclarer n'importe quoi devant la presse qui était à la recherche du sensationnel. Cela aurait pu entraîner ma mort et celle d'une multitude. Ils oublièrent que nous étions dans une zone rouge : personnellement, j'ai agi en responsable.

Il dénonce aussi certains journalistes locaux qui, selon lui, tentent de jeter le discrédit sur les Rwandais qui ont aidé leurs concitoyens dans le besoin.

Un phénomène étonne ceux qui connaissent ce pays. Des personnes qui ont essayé de faire quelque chose pour leurs compatriotes en difficulté sont les plus éclaboussées par des publications de Kigali. J'ai décidé de rester avec mes chrétiens pourchassés et au besoin de mourir avec eux. J'ai vécu dans l'angoisse totale de la mort afin que je puisse faire quelque chose pour eux, dans une ville abandonnée par les étrangers et les organismes humanitaires, en pleine violence, sans eau ni électricité.

Vous passez délibérément sous silence mon humble service qui a permis la survie de milliers et de milliers de gens, toutes ethnies confondues, pour ensuite me calomnier.

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

Munyeshyaka a de nouveau recours à une de ses stratégies principales, à savoir présenter les membres de sa famille comme des victimes du génocide, en espérant que cela fera oublier ses propres actes criminels.

Pourtant le drame rwandais ne m'a pas épargné. Mon papa a été tué dans les malheureux événements du Rwanda. Mon beau-frère fut massacré à 5 km de la paroisse juste après sa visite chez moi et je n'ai jamais réussi à récupérer son corps. Mes oncles et mes cousins furent complètement exterminés ainsi que leurs familles. Combien de fois ma mère Tutsi a risqué la mort de cachette en cachette.

African Rights n'est pas en mesure de confirmer ou d'infirmer cette déclaration de Munyeshyaka selon laquelle il aurait perdu dans ce génocide de nombreux membres de sa famille [aucun détail n'a été fourni sur les auteurs des meurtres, le lieu ou encore la manière dont ils auraient été tués]. Étant donné que sa mère est Tutsi, il ne serait pas surprenant que les proches de celle-ci aient bel et bien été éliminés. Quoi qu'il en soit, ceci ne peut en aucune manière minimiser les accusations lancées contre Munyeshyaka. De nombreux assassins dans tout le pays ont des mères Tutsi et un grand nombre d'entre eux étaient, et sont toujours, mariés à des Tutsi.

Dans le reste de sa lettre, il s'efforce de prouver qu'il a "protégé" et "nourri" les réfugiés Tutsi de la Sainte-Famille jusqu'à la chute de Kigali. Il affirme que les personnes responsables des "mensonges" le concernant ne se trouvaient pas à l'époque au Rwanda. Pourtant, notre rapport prouve le contraire.

Il est d'ailleurs curieux de constater que ceux qui répandent cette rumeur étaient absents lors du drame, étant — il me semble — réfugiés à l'étranger ou bien cachés.

Franchement, je ne me reconnais pas du tout dans les charges que vous portez contre moi. Ce ne sont que des ragots fabriqués de toutes pièces pour émouvoir un public qui est sous le choc du génocide et non informé de la situation réelle en temps de guerre. Ceci dans le seul but de nuire à ma personne et à travers elle, l'Église catholique. Pour la crédibilité de votre association, je vous prie

de rectifier vos affirmations sur des bases objectives et vérifiables.

Munyeshyaka veut croire que les actes criminels dont il est accusé seront oubliés grâce à la nécessité d'une "réconciliation" qui ne passera ni par la vérité ni par la justice.

Toutefois, la fermeté de mes propos ne reflète que mon souci de la vérité. Elle n'enlève en rien du tout à ma conviction profonde que la réconciliation de notre peuple passera nécessairement par le pardon.

Pour ouvrir la voie vers cette réconciliation, Munyeshyaka propose lui-même de "pardonner" à ceux qui l'accusent.

C'est pourquoi je pardonne à tous ceux qui me calomnient.

Lors d'une conférence de presse donnée à Paris le 19 juillet, Munyeshyaka se plaint du "méchant lynchage médiatique" dont il fait l'objet. Ses réponses oscillent entre une négation totale des faits et une défense sur un ton larmoyant.

Je ne suis pas un héros. J'ai fait ce que j'ai pu. Ma seule faute est d'avoir aidé mon peuple dans un pays en guerre.³¹

Interrogé quant à la présence de son nom sur une liste récemment établie par le gouvernement qui identifiait plus de quatre cents personnes comme les principaux acteurs du génocide, il se décrit comme "la victime d'une mise en scène orchestrée par des extrémistes du FPR". Cherchant à faire taire ses détracteurs en les intimidant, il a aussi menacé *Golias Magazine* de porter plainte pour "diffamation et tortures psychologiques".³²

Munyeshyaka a commencé par nier qu'il avait établi des listes en affirmant qu'il n'avait pas besoin de donner des listes des

³¹ Henri Tincq, « Un prêtre rwandais, réfugié en France, se défend de l'accusation de "génocide" », *Le Monde*, 21 juillet 1995.

³² Alain Frilet, "Un prêtre rwandais dément avoir été complice du génocide", *Libération*, 20 juillet 1995.

réfugiés aux miliciens qui étaient des mêmes quartiers et les connaissaient donc. Il est ensuite revenu sur ces déclarations et a confirmé avoir dressé des listes de réfugiés qui selon lui étaient uniquement destinées à la MINUAR.

Munyeshyaka s'est montré beaucoup plus arrogant depuis sa libération. Fin août, à Bourg-Saint-Andéol, il a déclaré à Joshua Hammer pour *Newsweek* :

Le prêtre a dénoncé ces accusations qui selon lui résultent de la propagande du Gouvernement rwandais. Il déclare : "Au Rwanda, on paye des réseaux d'accusateurs." Munyeshyaka affirme qu'il se réjouit qu'une enquête soit menée et qu'il n'a pas l'intention de se défilier. Puis son visage se durcit lorsqu'il se révolte contre ses accusateurs. "Tous vont payer" jure-t-il en serrant les poings.³³

Comme de nombreux assassins désireux d'échapper à la justice, Munyeshyaka a tenté de se présenter comme un martyr qui a essayé de protéger les Tutsi. Lors d'un entretien accordé après sa libération à Alain Frilet de *Libération*, ce dernier lui a demandé pour quelle raison l'Église de France lui avait confié une paroisse en Ardèche :

J'avais été blessé par les miliciens à Kigali le jour où toute la population a fui la capitale. Ils me reprochaient, avec les gendarmes, d'avoir protégé les Tutsi. J'ai failli rester à Kigali, mais un officier de la gendarmerie m'a conseillé de partir parce que le FPR s'en prenait particulièrement aux prêtres. Arrivé au Zaïre, j'ai été dépouillé par les militaires zaïrois et l'animosité des miliciens à mon encontre était grandissante. Quand mes supérieurs ont appris cela, ils ont pris l'initiative, sans que je le sache, d'organiser mon voyage en France. Ils ont dû se dire que ce serait bête, ayant survécu au Rwanda, que je sois tué au Zaïre.

Munyeshyaka a essayé de rendre le FPR responsable de ses malheurs. Cette tactique de défense rappelle celle des pères Blancs (voir plus loin). Il a tenté de se faire

passer pour la "victime" principale du FPR qui souhaite selon lui "régler les différends historiques avec l'Église".³⁴ African Rights ne connaît pas la position du FPR face au dossier Munyeshyaka. Mais, quoi qu'il en soit, celle-ci n'a aucune pertinence face aux accusations lancées contre lui. Ce sont en effet les hommes et les femmes qui ont subi des souffrances de la part de Munyeshyaka qui ont pris l'initiative de porter plainte contre lui. Ils ont agi directement et en leur nom propre et non à la demande du FPR, par la voie de celui-ci ou encore avec son aide. Munyeshyaka doit répondre des actes criminels qu'il a commis, et ce, quelle que soit l'attitude du FPR par rapport à l'Église rwandaise.

L'ÉGLISE ET LES PÈRES BLANCS VOLENT AU SECOURS DE MUNYESHYAKA

De par ma propre expérience, je peux dire qu'il n'a pas du tout le profil d'un assassin.

Déclaration du Père Blanchard, père Blanc et prêtre de la paroisse de Nyamirambo, Kigali.

La venue de Munyeshyaka en France a été organisée par le Père François Richard, appartenant aux pères Blancs de France. Il a jugé que les dizaines de témoignages accusant Munyeshyaka constituaient "beaucoup de calomnies contre un prêtre qui a sauvé beaucoup de vies".³⁵ Ses supérieurs ont adopté la même position. Ainsi, le 16 juin, dans un communiqué de l'évêché de Viviers et notamment de Mgr Jean Bonfils, au diocèse duquel la paroisse de Munyeshyaka est rattachée, on pouvait lire :

[L'Évêque de Viviers] est informé des accusations graves portées contre l'abbé Wenceslas par les médias. Il a entendu longuement et plusieurs fois sur ce sujet l'intéressé lui-même.

³³ Joshua Hammer, "Blood on the Altar", *Newsweek*, 4 septembre 1995.

³⁴ Extrait d'une dépêche de l'agence Reuters datée du 15 août 1995.

³⁵ Alain Frilet, "Rwanda : des victimes accusent un curé d'Ardèche", *Libération*, 20 juin 1995.

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

L'abbé Wenceslas a beaucoup souffert des événements qu'il a vécus au printemps et pendant l'été 1994 au Rwanda. Il a un urgent besoin de calme et de paix. C'est pourquoi l'Évêque de Viviers lui a demandé de n'accepter de répondre à aucun journaliste sur les accusations le concernant. Ceci dit, l'abbé Wenceslas est prêt à présenter sa défense devant un tribunal impartial d'un Etat de droit. Des témoins sont également prêts à la défendre. Tant qu'il réside sur son diocèse, l'Évêque de Viviers ne permettra pas que quelque atteinte que ce soit ne soit portée contre sa personne, qui doit être présumée innocente tant qu'elle n'a pas été légitimement condamnée.

L'Évêque de Viviers invite de même à la plus grande prudence s'agissant des informations circulant sur le compte de l'abbé Wenceslas, et qui ne rendent pas nécessairement compte de la vérité des faits et des interprétations qu'on peut leur donner.

Il n'a rien à ajouter à ce communiqué.

Début juillet, *Golias Magazine*, qui avait déjà publié d'autres preuves accablant Munyeshyaka, avait prévu de tenir une conférence de presse devant le Sénat à Paris. La Conférence épiscopale de France a tenté de faire annuler cette conférence de presse mais en vain. En effet, cette manoeuvre a eu au contraire pour résultat d'attirer un plus grand nombre encore de journalistes. Incapable d'enrayer toute la mauvaise presse qu'on lui faisait, l'Église a donné à Munyeshyaka les moyens de tenir une conférence de presse. Plus encore, elle a engagé pour lui les meilleurs avocats.

Le Père Richard a exprimé sa position dans une note datée du 18 juin et envoyée à un certain nombre d'hommes d'Église en France, dont Mgr Bonfils. Cette note tente de répondre à un article paru dans le journal *Info-Matin* des 16 et 17 juin, intitulé "Les indulgences de l'Église pour un prêtre rwandais accusé de génocide". Le Père Richard rétorque :

Il y a actuellement un assaut du FPR et de ses alliés contre l'Église catholique : ils veulent faire endosser par l'Église la responsabilité du génocide. Cela est clair au Rwanda et en Belgique. L'offensive contre le Père Wenceslas Munyeshyaka semble de la même veine.

Le Père Richard reproche à *Info-Matin* d'avoir puisé ses informations dans l'édition de juin de *Golias Magazine*, lui-même considéré comme non fiable car il utilise des renseignements provenant d'African Rights et des organisations rwandaises de défense des droits de l'homme, CLADHO et Kanyarwanda.

L'article lui-même se base sur un communiqué de *Golias* qui a déjà refusé de rectifier des informations mensongères sur le Rwanda. *Golias* cite deux sources : African Rights Watch. Cette organisation est inconnue. Par contre il existe deux organisations : Human Rights Watch/Africa, ONG américaine qui est fiable mais ne semble jamais avoir parlé de l'abbé Wenceslas, et African Rights, ONG anglaise dont la crédibilité est limitée puisqu'elle se base sur des témoignages dont les auteurs avouent ne pas avoir pu vérifier la véracité. Il n'est d'ailleurs pas sûr que le rapport (742 pages) parle de l'abbé Wenceslas.

C'est aux personnes qui connaissent notre travail qu'il appartient de juger si la crédibilité d'African Rights est ou non "limitée". Mais l'argument qui consiste à dire que "les producteurs des témoignages [c'est-à-dire African Rights] admettent qu'ils n'ont pu en vérifier la véracité" n'est pas recevable. En effet, nous n'avons nulle part fait une telle déclaration. En outre, contrairement à ce qu'affirme le Père Richard, le rapport de 742 pages auquel il fait référence et qui a été publié en septembre 1994 par African Rights, à savoir *Rwanda: Death, Despair and Defiance*, mentionne largement le cas du Père Wenceslas. Non content d'effectuer des allégations non fondées sur African Rights, le Père Richard poursuit en disant :

La seconde source citée par *Golias* est la Commission CLADHO-Kanyarwanda qui n'est pas crédible parce qu'elle ne fait que rapporter des rumeurs.

Ceci est également faux. Comme cité précédemment, le rapport de la commission CLADHO-Kanyarwanda de décembre 1994 mentionne des faits précis qui sont reprochés à Munyeshyaka. Au moins un membre de cette commission, Bernadette Kanzayire, secrétaire

générale de l'Association des volontaires de la paix, a été elle-même une réfugiée du Centre Saint-Paul du 22 avril au 16 juin. Elle a été, contrairement au Père Richard, le témoin direct d'un certain nombre d'accusations à l'encontre de Munyeshyaka et n'a pas hésité à s'exprimer librement sur le rôle actif de Munyeshyaka dans le génocide (lire plus haut).

Le Père Richard tente donc de discréditer *Golias Magazine* en affirmant que son article sur Munyeshyaka est "truffé d'erreurs", accusation qu'il étaye en citant quelques fautes mineures. Dans sa note, il traite ensuite de la préoccupation principale des pères Blancs, à savoir l'innocence de Munyeshyaka.

De multiples témoignages attestent que l'abbé Wenceslas a sauvé beaucoup de vies, au risque de sa propre vie. Il est possible que des gens qui comptaient sur lui aient été tués. A ce propos, il faut lire l'ouvrage écrit par N. Poincaré : "Rwanda : Gabriel Maindron³⁶, un prêtre dans la tragédie", éd. Atelier. On comprend alors quelle était la marge de manoeuvre d'un prêtre.

On reproche beaucoup à l'abbé d'avoir porté un pistolet et un gilet pare-balles. Avant de le juger il faut l'écouter : "Devant ces problèmes la gendarmerie m'a donné un pistolet — dont elle garde les références — dans un but précis : la dissuasion. Suite aux pilonnages quotidiens de l'APR j'ai acheté un gilet pare-balles pour me protéger. Les violences obligeaient même les journalistes à se faire accompagner par les soldats de la MINUAR. Des gilets pare-balles leur étaient distribués, et je comprends mal comment moi, qui vivais constamment dans ce milieu infesté, je n'avais pas le droit de me protéger."

³⁶ Ce prêtre français a vécu au Rwanda pendant près de 30 ans. En avril 1994, il était en charge de la paroisse de la Crête Congo-Nil à Kibuye, rattachée au diocèse de Nyundo. Sa "marge de manoeuvre" a en effet pu être limitée du simple fait que lorsque le génocide a commencé, il a été désigné comme très proche des extrémistes du Rwanda.

Ce paragraphe constitue mot pour mot le contenu du discours que tiendra un mois plus tard Munyeshyaka dans sa conférence de presse, ce qui montre combien les déclarations publiques de Munyeshyaka ont été dictées par les pères Blancs de France.

Niant que l'Église protégeait un homme accusé de crime de génocide, le Père Richard écrit :

Tout homme non condamné est présumé innocent. Et de très nombreuses personnes qui connaissent bien l'abbé le disent innocent et parlent de diffamation. L'administrateur apostolique de Kigali ne nous a pas demandé de cacher un tueur, mais de protéger un homme qui risquait alors d'être massacré à coups de machettes dans les camps de Goma. L'abbé lui-même, est prêt à rendre compte de ce qu'il a vécu à Kigali d'avril à juillet dernier.

Faisant référence à un autre Père blanc qui soutient avec ferveur Munyeshyaka (voir plus loin), le Père Richard ajoute :

Le Père Guy Theunis souhaite que l'abbé se défende publiquement, par exemple en publiant son manuscrit.

Malgré sa conviction de "l'innocence" de Munyeshyaka et son dénigrement de l'article d'*Info-Matin*, le Père Richard est néanmoins préoccupé par l'impact médiatique futur que peut avoir cette controverse.

Pour l'instant le seul journal qui a parlé de l'affaire est *Info Matin*. J'ai été interviewé (par téléphone) par *Libération* vendredi matin. Ai-je réussi à leur montrer qu'il s'agit d'une diffamation ? Toujours est-il qu'il n'y a rien dans le journal de samedi.

Ainsi, un long article très critique paru dans l'édition du 20 juin de *Libération*³⁷ a permis d'ouvrir les vannes. Que cet article reçoive ou non un écho dans les médias, le Père Richard est déterminé à assurer à Munyeshyaka le vif soutien des pères Blancs.

³⁷ Alain Frilet, "Un prêtre rwandais accusé de complicité dans le génocide", *Libération*, 20 juin 1995.

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

Si le Père devait quitter le diocèse de Viviers, il serait le bienvenu à la maison provinciale des pères Blancs (même si ce n'est pas l'idéal pour lui d'être à Paris).

Dans une autre note intitulée "Pour répondre aux interviews", les pères Blancs divisent les "conseils" prodigués en trois catégories au sein de chacune desquelles ils précisent la conduite à tenir.

Climat général au Rwanda

Il circule beaucoup de rumeurs qui ne sont fondées que sur des accusations non prouvées.

Il y a beaucoup de diffamation.

Toute accusation est immédiatement prise pour de l'argent comptant.

Beaucoup de gens sont en prison seulement pour avoir été accusés, rien n'a été prouvé.

Jusqu'à présent aucun tribunal ne fonctionne au Rwanda.

Essai de déstabilisation de l'Église

Il y a une campagne de diffamation de l'Église.

On veut rendre l'Église responsable du génocide.

Il y a tous les jours des accusations contre des membres de l'Église, en particulier contre les pères Blancs.

Le Père Wenceslas

Il est hors de doute que le Père Wenceslas a sauvé beaucoup de vies.

Il est certain que le Père Wenceslas n'a jamais tué qui que ce soit.

Il est vrai qu'il n'a pas été capable de sauver tous ceux qui espéraient être sauvés par lui.

Il est vrai que dans son entreprise d'évacuation des réfugiés il a dû négocier avec des miliciens, ce qui a pu donner prise à de mauvaises interprétations.

Il est vrai qu'il a vu des gens tués devant lui. (Jusqu'à présent les journalistes ne sont pas accusés de génocide).

Accueil du Père Wenceslas en France

Il ne s'agissait pas de soustraire un criminel de guerre à un tribunal qui n'existait pas et n'existe toujours pas.

Il s'agissait de mettre à l'abri un homme poursuivi par des tueurs des deux partis,

miliciens Interahamwe et membres de l'Armée patriotique rwandaise.

Le Père Salmont-Legagneur travaille dans le diocèse de Paris et s'occupe de l'accueil des prêtres étrangers. Selon lui, le Père Wenceslas "a été très traumatisé par ce qu'il a vécu" et "a besoin de cette retraite pour retrouver la paix dans son cœur et dans son esprit".³⁸

L'un des pères Blancs ayant publiquement défendu Munyeshyaka est un prêtre français, le Père Blanchard, actuellement en charge de la paroisse de Nyamirambo. *News Network International* (NNI), un service de presse catholique basé aux États-Unis, a interrogé Blanchard sur le cas de Munyeshyaka. Dans un article intitulé "Gods' Servants in the Dock", NNI écrit :

NNI a interrogé le Père Blanchard, qui travaille au Rwanda depuis 1965 et qui a séjourné à Kigali en compagnie du Père Wenceslas jusqu'à la mi-juin. [En fait, il est resté à Nyamirambo jusqu'à la fin de la première semaine de juin et n'a passé que quelques jours à la Sainte-Famille avant d'être évacué vers l'Europe]. "J'ai pu mesurer son engagement à Kigali. Environ quatre mille réfugiés, Tutsi et Hutu, avaient trouvé refuge dans l'église de la Sainte-Famille où il s'est occupé d'eux du mieux qu'il pouvait. Mais, pendant longtemps il était seul pour faire face à une telle tragédie. Les hommes de la milice Interahamwe ou les soldats du FPR y sont allés, ont emmené des réfugiés et les ont tués mais il ne pouvait rien faire et ne pouvait compter sur aucune aide extérieure. Plus tard au mois de juin, des miliciens ont emmené une soixantaine de réfugiés mais il était totalement impuissant face à une telle vague de violence et en a d'ailleurs beaucoup souffert." Puis le Père Blanchard a ajouté : "Un jour, un militaire lui a donné un pistolet pour sa propre sécurité. Le Père Wenceslas est encore jeune, peut-être n'aurait-il pas dû l'accepter car cela a plongé certaines personnes et organisations dans l'incertitude quant à ses motivations."

³⁸ Alain Frilet, "Un prêtre rwandais accusé de complicité dans le génocide", *Libération*, 20 juin 1995.

L'affirmation par le Père Blanchard que des soldats du FPR ont enlevé des réfugiés de l'église de la Sainte-Famille pour les tuer aux abords de celle-ci est totalement fausse. Les hommes des milices et les gendarmes montaient jour et nuit la garde autour de l'église, ce qui rendait impossible une incursion dans l'église par le FPR sans qu'il y ait d'affrontements avec les gendarmes ou les milices. Or, de tels combats n'ont jamais eu lieu et ni la RTL, ni le gouvernement par intérim n'ont jamais avancé une telle information.

Un des pères Blancs à s'être le plus exprimé pour défendre Munyeshyaka est le Père Guy Theunis, prêtre belge et éditeur de *Dialogue*. Il a passé de longues années au Rwanda dont il est parti en avril 1994. Theunis vit à Bruxelles où *Dialogue* est publié. Dans un récent entretien accordé à Colette Braeckman du quotidien *Le Soir*, il affirme :

Je le défends assez fort parce que je le connais, j'ai travaillé avec lui, il était dans les fondateurs de Pax Christi et, pendant les événements, il était l'un des seuls qui aient parlé clairement, y compris à la radio et à la télévision. Il a demandé au FPR de ne pas bombarder l'église de la Sainte-Famille où se trouvaient leurs propres frères. Sur le terrain de sa paroisse, il y avait 15 000 Hutu et 3 000 Tutsi. Quant aux listes qu'on lui reproche d'avoir établies, c'est la MINUAR elle-même qui demandait aux gens de remplir des fiches individuelles. Il était responsable de l'approvisionnement de ces 18 000 personnes et c'est pour cela qu'il courait partout, et que, forcément, on l'a vu parler avec les miliciens sur les barrières. C'est cela qui le dessert, il était en contact avec les jeunes. Sa paroisse est l'un des seuls endroits où de nombreux Tutsi ont été sauvés, et le voilà accusé... Tout cela est assez complexe.³⁹

Une récente biographie sur Simon Wiesenthal reprend les paroles de ce dernier qui se souvient des débuts de sa traque des criminels de guerre nazis :

³⁹ Colette Braeckman, "Guy Theunis : Sur le rôle de l'Église catholique au Rwanda", *Le Soir*, 30 août 1995.

Tout le monde a son petit chouchou, son propre témoin qui peut attester en toute bonne foi que tel ou tel assassin lui a laissé la vie sauve.⁴⁰

A notre époque, les pères Blancs se servent de cette même technique pour défendre Munyeshyaka. Dans l'édition de juillet-août, *Dialogue* a publié un récit attribué à un "réfugié" vivant à présent en Belgique. Pour rendre cette défense encore plus convaincante, le réfugié anonyme est présenté comme une femme Tutsi. Ainsi, elle aurait déclaré :

Je suis une Rwandaise de 72 ans réfugiée en Belgique. J'habitais à Kigali, non loin de la paroisse de la Sainte-Famille où l'abbé Wenceslas Munyeshyaka, aujourd'hui accusé de complicité de génocide, était vicaire. Je connais bien ce jeune et dynamique prêtre qui était également mon confesseur. Ce qui me chagrine, c'est que l'abbé Munyeshyaka ne devrait même pas figurer au nombre de ceux qui sont accusés de génocide. Je décide aujourd'hui de témoigner et suis prête à le faire devant n'importe quelle juridiction. Le fait que je sois Tutsi est à signaler, mais ceci est sans trop d'importance pour moi, car mon mari est Hutu. J'ai essayé de comprendre pourquoi l'abbé Munyeshyaka fait l'objet d'attaques. Dans ses homélies, il enseignait le pardon et le respect mutuel. Il a toujours informé les chrétiens de sa paroisse des bienfaits de la démocratie et du multipartisme ! Il les mettait également en garde contre toute action incontrôlée, passionnelle et partisane.

Depuis le début de la guerre jusqu'au moment où nous avons quitté Kigali, j'ai suivi ce qui se passait à la paroisse de la Sainte-Famille : l'abbé Munyeshyaka est le seul prêtre qui est resté aux côtés des chrétiens jusqu'à la prise de Kigali par le FPR. Il en sait peut-être trop. Il a toujours aidé les réfugiés, aussi bien les Hutu que les Tutsi, sans distinction. Il accueillait tout le monde venu des quartiers environnants. Je suis témoin des gens qu'il a sauvés. Les gens

⁴⁰ Extrait tiré de l'ouvrage d'Alan Levy, *The Wiesenthal File*, Londres, Constable, 1993, p. 62. Ndt : La traduction n'est pas une traduction officielle de l'ouvrage qui n'est pas édité en français.

s'étaient réfugiés à la paroisse de la Sainte-Famille et à l'hôtel des Mille Collines. Je n'ai pas entendu parler de réfugiés à la paroisse Saint-Michel. Lorsqu'on a tiré sur l'église et sur les réfugiés qui allaient chercher de quoi manger tout près de l'école primaire, l'abbé Munyeshyaka a tenu bon. J'ai quitté Kigali vers la fin du mois de mai. Je l'ai prévenu que mes enfants qui étaient en Belgique avaient décidé de m'évacuer, mais il a voulu savoir en détail comment cela allait se passer et il nous a envoyé un émissaire pour nous souhaiter bon voyage et nous dire : "Que Dieu vous garde !" Je lui ai envoyé, avant de partir, les personnes qui s'étaient réfugiées chez moi. J'ai des nouvelles de certaines d'entre elles qui vivent au Rwanda ou à l'extérieur.

La dernière fois que j'ai vu l'abbé Munyeshyaka, c'était à Goma où il m'amenait ma nièce de 25 ans et trois de mes petits-enfants. Ils étaient tous réfugiés à la paroisse de la Sainte-Famille et sont tous Tutsi. Je n'ai plus eu de ses nouvelles jusqu'au moment où j'ai appris que celui qui avait tant risqué sa vie pour les réfugiés est aujourd'hui accusé d'être responsable du génocide.

L'abbé Munyeshyaka est innocent !⁴¹

Ce témoignage est loin d'être à la hauteur pour défendre un homme inculpé de "génocide, torture, mauvais traitements et actes inhumains et dégradants". Si, comme le prétend cet article, le "témoin" pense que Munyeshyaka a "risqué sa vie" pour des réfugiés comme elle, pourquoi n'ose-t-elle pas parler en son nom propre au moment même où la liberté de Munyeshyaka est remise en cause ? Si elle se déclare prête à apparaître face à "toute juridiction", pourquoi refuse-t-elle de donner son nom et d'autres détails pertinents à *Dialogue* ? Selon nos informations, les pères Blancs ont envoyé d'autres récits de ce type aux autorités françaises. A notre connaissance, ces autres témoignages n'ont pas encore été publiés.

Mais même si ces récits s'avèrent authentiques, ceci ne change en rien la nature et la véracité des accusations lancées contre Munyeshyaka. La plupart des assassins au

Rwanda, et parmi les plus connus sont Odette Nyirabagenzi et John Yusufu Munyakazi, un des anciens de la commune de Bugarama à Cyangugu, ont bien caché un ou deux Tutsi. Ceci ne peut et ne doit pas être nié. Cependant, de tels gestes ne rétablissent en rien "l'équilibre" et ne font pas oublier les actes criminels qu'ils ont commis. African Rights connaît l'existence de deux hommes cachés à la Sainte-Famille par Munyeshyaka. Ceci ne permet pas de l'absoudre de tous ses actes mais ne fait en réalité que souligner la complexité du processus de génocide. Il existe de nombreux exemples d'officiers SS particulièrement sadiques et de directeurs de camps qui cachaient dans les camps de concentration quelques personnes tandis qu'ils destinaient tout simplement des dizaines de milliers d'autres innocents à une mort barbare.

L'argument de défense le plus prévisible avancé par les pères Blancs est l'affirmation que les survivants sont manipulés par le FPR, qui en profite pour gêner l'Église. L'opinion du Père Richard à ce sujet est présentée plus haut dans le document. Quant au Père Theunis, dans une interview publiée par *Golias Magazine*, il est convaincu que le FPR est à l'origine des accusations lancées contre Munyeshyaka.

Je sais qu'il est accusé d'avoir participé au génocide. C'est faux, ça c'est la politique du FPR que de vouloir mêler des gens de l'Église au génocide et aux questions politiques.

Mon analyse est la suivante : le FPR s'en prend systématiquement à l'Église et aux ONG parce qu'elles font corps avec la population. Or comme il est difficile d'expulser l'Église, alors on dit que l'Église est responsable du génocide et en essayant d'inculper des personnes de ce milieu, le FPR veut prouver ces allégations.⁴²

Cet argument tend à faire de ce cas une affaire politique et à étendre les accusations contre Munyeshyaka au-delà de la sphère de la justice et de l'humanité. Pour les pères Blancs comme Guy Theunis et le Père

⁴¹ "Je connais L'abbé W. Munyeshyaka", *Dialogue*, n° 184, juillet-août 1995.

⁴² Adolphe Grégoire, "Père Guy Theunis : On n'est pas héroïque tous les jours", *Golias Magazine*, juillet/août 1995, p. 49.

Richard, les victimes du génocide, ces hommes et ces femmes qui ont désigné le Père Munyeshyaka comme leur bourreau et ont publiquement dénoncé ses actes, sont incapables d'émettre un jugement personnel et encore moins de tenter une action en toute indépendance. Cette attitude est pour le moins paternaliste et offensante car elle se base sur l'idée que les Africains, même lorsqu'ils sont victimes d'un crime aussi atroce que le génocide, sont incapables de penser par eux-mêmes. Les accusations contre Munyeshyaka se fondent sur des déclarations de personnes qui ont été des témoins très proches de ses agissements. Elles proviennent de gens qui l'ont identifié comme le responsable de la mort de ceux qui leur sont chers, de leurs amis, de leurs voisins et comme celui qui a menacé leur propre vie. La position du FPR à cet égard, ainsi que son attitude face au pouvoir de l'Église rwandaise, sont hors de propos pour répondre à ces accusations.

Cependant, tous les hommes de l'Église catholique et tous les pères Blancs n'approuvent pas la position de l'église dans l'affaire Munyeshyaka. Bien qu'ils ne constituent pas la majorité, African Rights est consciente qu'un certain nombre de pères Blancs sont profondément embarrassés par la protection que l'Église fournit à Munyeshyaka et par les questions plus larges que cela soulève. Le secrétaire général de la Conférence des évêques de France a ainsi déclaré à un journaliste : "S'il a réellement commis ces crimes, il est normal que la justice le juge." Il a poursuivi : "Il y a peut-être 30 ou 40 ecclésiastiques rwandais en France. On a aidé les gens. Maintenant, on va commencer à vérifier."⁴³

Néanmoins, cette prise de position publique de tant de pères Blancs en faveur de Munyeshyaka n'a rien d'innocent. L'Église catholique romaine s'est implantée au Rwanda voilà plus d'un siècle, et ce grâce aux pères Blancs qui ont toujours joui d'une importante influence politique. Selon une étude réalisée en 1991, 62 % de la population rwandaise est

de confession catholique romaine, ce qui fait du Rwanda le pays le plus catholique d'Afrique. Les pères Blancs étaient les idéologues instigateurs de la loi coloniale au Rwanda. Ils dominaient tous les aspects de la vie en société - grâce à leur pouvoir sur la politique et l'éducation et au formidable réseau social d'influence qu'ils avaient tissé depuis leur chaire.

Mais l'Église catholique en tant qu'institution n'a jamais utilisé son influence pour cimenter l'unité du peuple rwandais ni pour promouvoir la justice et l'égalité. A l'inverse, l'Église s'est avérée un puissant facteur de division. Du point de vue politique, les plus hauts dignitaires de l'Église se sont toujours trouvés du côté des dirigeants en place, quelles que soient les injustices et les cruautés commises par ces derniers.⁴⁴

Au moment du génocide en 1994, l'Église a été confrontée à son plus grand défi. Ainsi, comme les personnes n'avaient jamais auparavant été attaquées dans des églises, c'est vers elles que des centaines de milliers d'individus terrifiés, y compris des prêtres et des religieuses qui se sentaient exposés au danger, se sont tournés, mais où ils n'ont pu trouver refuge. Le génocide a fait plus d'un million de victimes, dont une écrasante majorité a été tuée au sein des paroisses - catholiques, anglicanes tout comme dans les églises pentecôtistes ou adventistes du septième jour.

Dans tout le pays, les ecclésiastiques et religieuses ont fourni des efforts surhumains pour sauver autant de gens qu'ils ont pu, prenant ainsi des risques énormes. Comme le montrent les témoignages de sympathie dont le Père Célestin Hakizimana du Centre Saint-Paul a été l'objet, le courage et l'humanité de ces derniers ne sont pas oubliés et ne le seront jamais. Ainsi, les mêmes survivants qui accusent Munyeshyaka d'avoir participé au génocide parlent avec énormément d'émotion de la gentillesse du Père Hakizimana. Nombre d'entre eux ont aussi remercié très chaleureusement les

⁴³ Véronique Maurus, "Des associations se félicitent que la justice se saisisse du cas du prêtre rwandais Wenceslas", *Le Monde*, 6-7 août 1995.

⁴⁴ Voir Ian Linden, *Church and Revolution in Rwanda*, Manchester University Press, 1977.

religieuses des Soeurs de Calcutta, et particulièrement la Mère supérieure, dont le couvent était devenu un véritable refuge pour de nombreux réfugiés qui s'étaient d'abord enfuis vers la Sainte-Famille ou le Centre Saint-Paul. De nombreux autres prêtres, religieuses et ecclésiastiques ont fait preuve de solidarité, parmi lesquels le Père Oscar Nkundayezo de la paroisse de Cyanguu, le Père Pierre Ngoga de la paroisse de Kibeho, le Frère Félicien Bahizi du Grand Séminaire de Kigali présent à Cyanguu durant le génocide, le Père Baudouin Busunyu de la paroisse de Nkanka, certaines des religieuses de la paroisse de Shangi et, entre autres, le Père Joseph Boneza de la paroisse de Mibilizi.

Bien davantage de personnes auraient échappé au génocide si ces simples prêtres et religieuses avaient reçu le soutien de leur hiérarchie. Malheureusement, cela n'a pas été le cas. Les hauts responsables à la fois de l'Église catholique et de l'Église anglicane ont soutenu les instigateurs du génocide. Ceci est indiscutable et les preuves sont légion. Ce qui est beaucoup plus gênant pour les Églises, c'est que plusieurs dizaines de prêtres, d'ecclésiastiques et de religieuses ont pris une part active au génocide. Certains ont tué des personnes de leurs propres mains en tirant directement sur les réfugiés. D'autres ont fourni l'essence avec laquelle des gens ont été brûlés vifs. Plus encore ont encouragé l'extermination de leurs propres paroissiens et d'autres réfugiés en collaborant étroitement avec des responsables locaux du gouvernement, des soldats, des gendarmes et des miliciens ou en fournissant des listes de réfugiés Tutsi ou encore en refusant d'abriter les personnes traquées, les exposant ainsi à une mort certaine. Certains ont aussi aidé les milices à assassiner d'autres prêtres. Plusieurs prêtres ont été accusés d'avoir violé des femmes et des jeunes filles Tutsi pendant le génocide. La nouvelle publication d'African Rights sur le Rwanda intitulée *Death, Despair and Defiance* et publiée en août développe en détail vingt-sept cas de prêtres et d'ecclésiastiques accusés de complicité directe

de génocide.⁴⁵ Un rapport ultérieur d'African Rights sur le rôle des femmes dans le génocide contient des informations plus complètes sur la participation des religieuses aux massacres.⁴⁶ Les actes criminels commis en 1994 par de nombreux autres membres de l'Église doivent encore être dénoncés.

L'Église, en protégeant le Père Wenceslas Munyeshyaka, cherche en réalité à se protéger elle-même. Mais défendre Munyeshyaka ne fera que renforcer le cynisme à l'égard de l'Église rwandaise, une institution qui a déjà beaucoup perdu de sa crédibilité. Ainsi, tenter d'intimider les survivants qui accusent leurs bourreaux est un signe de faiblesse et de panique. Quoi qu'il en soit, ces manoeuvres ne réduiront au silence ni les survivants, ni les personnes ou organisations qui sont déterminés à témoigner sur le rôle de l'Église rwandaise. Bien au contraire, cela ne fait qu'alimenter la controverse. Déjà, la campagne visant à faire taire les critiques s'est soldée par un échec. Les survivants du génocide, en colère face à la réaction des pères Blancs à l'affaire Munyeshyaka, s'expriment publiquement sur les activités de ces derniers dans leur pays. Ainsi, Bernadette Kanzayire a déclaré à African Rights :

Le Père Blanchard fait partie de la grande communauté des pères Blancs. Depuis leur arrivée dans notre pays, ces pères n'ont fait qu'attiser la haine au sein de la société rwandaise. Même si le père Blanchard s'est montré innocent pendant le génocide, cela n'empêche qu'il garde les tendances des pères Blancs. Et si aujourd'hui, il se donne la permission de défendre Wenceslas, c'est purement et simplement le fanatisme aveugle qui caractérise bon nombre de religieux actuellement. Ils veulent solidariser pour camoufler la participation de leurs collègues dans les massacres.⁴⁷

African Rights a interrogé des dizaines de survivants aux quatre coins du pays. La foi de ceux-ci en l'Église a été

⁴⁵ *Death, Despair and Defiance*, African Rights, août 1995, p. 895-922.

⁴⁶ *Not So Innocent: When Women Become Killers*, African Rights, août 1995.

⁴⁷ Témoignage recueilli à Kigali, 28 avril 1995.

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

ébranlée par le comportement de certains prêtres et religieuses durant le génocide. Liberata, dont le témoignage est présenté plus haut, se fait l'écho de ce sentiment :

Après avoir vu des prêtres comme Wenceslas se comporter comme ils l'ont fait, de nombreuses personnes ont perdu la foi. Elles ne font plus confiance aux prêtres.

En ce qui me concerne, et bien que je continue à prier je n'ai plus confiance en l'Église, en son appareil et ses prêtres. D'ailleurs, je ne me confesse plus, car je ne peux plus croire en la personne du prêtre qui se trouve de l'autre côté de l'isolement. Au mieux, il a pu soutenir moralement l'action des miliciens. Au pire il a fait la même chose que Wenceslas. Le comportement abominable et scandaleux de nombreux religieux a créé une cassure entre eux et leurs paroissiens victimes du génocide.

Voilà une impasse dans laquelle il faut éviter de tomber. Plus que toute autre tranche de la population rwandaise en dehors ou à l'intérieur du pays, les survivants du génocide ont besoin de réconfort et d'assistance matérielle. Ils ont besoin d'une église près de laquelle ils peuvent se réinstaller, une église qui comprenne leur souffrance et qui soit prête à répondre à leurs besoins. L'Église catholique a, à cet égard, une responsabilité particulière étant donné son importante influence au Rwanda. Mais la seule base pour un dialogue productif entre l'Église et les personnes blessées, traumatisées, sans toit, seules et appauvries par le génocide reste l'honnêteté et l'humilité.

Si l'Église souhaite s'investir de manière constructive au Rwanda, elle doit cesser de protéger des hommes et des femmes accusés de génocide. Elle doit assumer les fautes commises par les membres de la communauté religieuse. Elle doit utiliser ses biens et son influence pour assurer que les responsables du génocide soient traduits en justice. Seule une hiérarchie ecclésiastique suffisamment courageuse pour faire preuve d'humilité face à sa très lourde faute et suffisamment forte pour revenir de ses graves erreurs peut espérer redorer le blason de l'Église rwandaise.

Pour toutes les personnes désireuses de faire régner la justice au Rwanda, la libération du Père Wenceslas Munyeshyaka constitue une profonde déception. Il faut savoir que les échecs existent et il faut s'y préparer. Le génocide était, et reste, un acte criminel abominable. Comme avec les criminels nazis, la justice doit être considérée comme l'aboutissement d'un long parcours. Le fait que Munyeshyaka soit aujourd'hui en liberté permet de mesurer l'ampleur des obstacles qui existent dans la poursuite des responsables du génocide, et ce particulièrement à l'extérieur des frontières du Rwanda. Mais sa libération ne doit pas être vue comme une défaite de la justice. À l'inverse, elle rend plus urgent encore le besoin de mobiliser les ressources humaines et financières suffisantes pour assurer que le Père Wenceslas Munyeshyaka, et les autres responsables du génocide, soient là où ils doivent être : derrière les barreaux.

TÉMOIN DU GÉNOCIDE - PREMIÈRE ÉDITION

African Rights

Publications sur le Rwanda

Livres	Prix (£)	Prix (\$)	Total
1 <i>Rwanda: Death, Despair and Defiance</i> , 2ème édition, août 1995, 1234 pages. plus frais d'envoi (Royaume-Uni £5.00, UE £6.50, autres £12.00/\$18.00)	£24.95 £ .	\$40.00 \$.	
2 <i>Not So Innocent: When Women Become Killers</i> , octobre 1995, 284 pages. plus frais d'envoi (Royaume-Uni £1.55, UE £2.25, autres £4.75/\$7.55)	£8.95 £ .	\$13.95 \$.	
Rapports			
3 <i>Rwanda: "A Waste of Hope" - The United Nations Human Rights Field Operation</i> , avril 1995, 69 pages - également disponible en français	£5.95	\$8.95.	
Analyses			
4 <i>Rwanda, Who is killing; Who is dying; What is to be done?</i> , mai 1994, 49 pages.	£5.95	\$8.95	
5 <i>Humanitarianism Unbound: Current Dilemmas Facing Multimandate Relief Operations in Political Emergencies</i> . novembre 1994, 40 pages.	£4.95	\$7.95	
*Total général			*

Bon de commande

Veillez trouver ci-dessus le détail de ma commande. J'y joins un chèque d'un montant de _____ à l'ordre d'African Rights.

Nom
Adresse

Je souhaite que mon nom figure dans votre fichier d'adresses et que me soit envoyé à l'avenir le détail de toutes vos publications/publications sur le Rwanda Oui/Non

Je souhaite m'abonner à *Témoin du génocide* Oui/Non

(6 mois : particulier £30.00/\$45.00 organisation £50.00/\$80.00)
(1 an : particulier £50.00/\$80.00 organisation £70.00/\$110.00)